

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE - FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

LA BATAILLE DU "PARISIEN LIBÉRÉ"

Cette lutte, bien que n'étant pas sans lien avec le combat défensif général des travailleurs, présente des caractères spécifiques qui viennent des conditions très spéciales de la corporation du Livre et de la Presse, plus particulièrement de celles que s'étaient faites les ouvriers de la presse parisienne.

Nous comptons faire parler sur ce conflit un camarade qui l'a vécu de près. Il attend seulement sa conclusion pour en tirer les enseignements et les commentaires qui s'imposent.

Il faut pourtant dire tout de suite que cette bataille engagée entre, d'un côté, des ouvriers cégétistes et des journalistes, et, de l'autre côté, un des derniers magnats de la presse, dépasse de loin en signification ce qui ne serait qu'un habituel conflit du travail, pour parler comme Georges Séguy.

Il s'agit d'une remise en cause par l'innovation technologique de tout le métier de l'imprimerie et, en conséquence, de toutes les conditions de travail d'une corporation ouvrière à haute qualification qui n'a pas cessé de fournir au mouvement syndical et au mouvement ouvrier en général ses meilleurs militants. L'inquiétude de tous les travailleurs de la presse et du labeur est grande ; on la retrouve encore dans cette opposition qui se manifeste au « Figaro » contre l'arrivée d'un nouveau patron, Hersant en l'occurrence, autre magnat connu déjà pour ce genre d'innovations qui ont surtout pour but de se libérer des contraintes syndicales, fruits d'un long et patient combat ouvrier.

Ce qu'on appelle le monopole syndical de l'embauche a été un des résultats, au moins dans la presse parisienne, de cette longue action de la Fédération du Livre. On sait que cette importante fédération, jugée réformatrice dans le mouvement syndical français, a pu servir d'exemple de ce qu'était capable d'apporter aux travailleurs, dans le sens du bien-être et de la liberté, une action organisée et réfléchie qui d'ailleurs n'allait pas sans son accompagnement de conflits et de grèves.

Le patronat de la presse parisienne en était arrivé

à laisser au syndicat du Livre, puissant et unifié, le monopole de la fabrication (nous disons bien : de la fabrication), comprenant par conséquent l'embauchage, le débauchage et la rotation du personnel nécessaire, et cela quelles que soient l'étiquette ou l'orientation de la feuille imprimée dans lesquelles les ouvriers s'abstenaient d'intervenir.

Cette conquête était considérée comme une des plus belles victoires de la Fédération du Livre. Elle s'accompagnait, pour les travailleurs de la presse parisienne, de conditions de travail (rémunération et temps) absolument exceptionnelles.

Tout cela, y compris le monopole, n'était pas discuté tant que dura l'unité syndicale. On voit tout de suite que les scissions posèrent autrement le problème. La scission de 1921 ne rendit pas le conflit interne très aigu : la majorité de la Fédération du Livre était restée à la C.G.T. de Jouhaux mais, par un

DANS CE NUMERO

- **Qui sont les poseurs de bombes ?**
par Raymond GUILLORE
- **La formation permanente**
par Jean MOREAU
- **Dictature révolutionnaire
et Dictature réactionnaire**
par Jean TEILHAC
- **"Mémoires" et mémoire
de Léopold Trepper**
par Alexandre CROIX

accord tacite, les ouvriers qui avaient rallié la C.G.T.U. conservaient leur droit à l'emploi dans la presse parisienne. Cela changea avec la deuxième scission de 1948 : la très grande majorité des ouvriers de la presse demeurèrent à la C.G.T., devenue citadelle du parti communiste. Ils le firent d'ailleurs pour conserver le plus possible l'unité de la vieille fédération du Livre et bénéficier de ses œuvres. La conquête par le P.C. des organes dirigeants de cette fédération se fit progressivement ; elle est aujourd'hui à peu près achevée.

Il en résulte que ce fameux monopole de l'embauche est devenu un instrument d'exclusivité pour une et une seule des confédérations ouvrières existantes. Voilà comment une bonne chose peut se transformer en son contraire quand l'esprit partisan se substitue à l'esprit syndicaliste.

Il n'en reste pas moins qu'Amaury, patron de combat du « Parisien » liberticide, en veut aussi à ce monopole syndical et entend, en fait, se « libérer » des obligations que lui font les conventions collectives. Le conflit du « Parisien libéré » n'est pas simple, nous voulons bien l'admettre. Mais nous ne pouvons admettre que l'opposition à un monopole devenu abusif puisse conduire à appuyer pratique-

ment l'action d'un patronat réactionnaire qui veut « la peau » des organisations syndicales et, surtout, la fin des conquêtes ouvrières qu'elles ont réussi à lui imposer. S'il arrive aux syndicats ouvriers d'utiliser les désaccords qui peuvent exister dans le patronat, faudra-t-il que nous voyions — comme nous l'avons vu dans ce lourd conflit — le patronat se servir des motifs de divergence entre les syndicats ?

Nous lisons dans un communiqué de « Force Ouvrière » en date du 10 juin : « Si la Fédération F.O. du Livre a accepté de fournir du personnel pour des imprimeries nouvellement installées, c'est uniquement pour permettre à ses adhérents de trouver un emploi. Ce qui lui était refusé jusqu'à maintenant par suite d'un monopole d'embauche contraire à la Constitution française et à la loi Moisan ».

Il reste que des travailleurs syndiqués à F.O. ou non-syndiqués ont accepté de travailler à Chartres ou à Saint-Ouen sous la protection de milices patronales spécialisées. Certes, dans un autre communiqué, F.O. a condamné l'emploi de ces sbires patronaux. Mais fallait-il « profiter de l'occasion », de l'occasion offerte par cette grève et la violente opposition patronale, pour briser le monopole de la C.G.T. ? Non, il ne fallait pas profiter de cette occasion-là !

QUELQUES SUJETS DE RÉFLEXION

C'est volontairement sans aucun commentaire que nous soumettons à la réflexion des camarades quelques extraits de presse. Ils concernent des faits, des événements qui ont dominé l'actualité sociale de ces dernières semaines et qui continuent de s'imposer à notre réflexion. On sait, sans que nous ayons besoin de le répéter, qu'ici cette réflexion est libre, libre de tout conformisme, y compris ce qu'on pourrait appeler un certain conformisme de gauche, cette sorte de mol oreiller où viennent se reposer les consciences « progressistes ». Nous ne cherchons pas le repos et aucun schéma de pensée préétabli ne nous l'apportera.

Voici donc, sur la grève « pourrie » d'Usinor-Dunkerque ce qu'on a lu, dans le « Monde » du 3 juin, sous la plume de l'envoyé spécial de ce journal. Il relate l'intervention d'un ouvrier du rang dans une réunion de grévistes d'Usinor. Cet ouvrier interpelle ainsi les dirigeants syndicaux :

« Vous avez raison sur le fond mais pas sur la tactique. Le patronat cherche à nous faire supporter les conséquences de la crise économique en nous mettant en chômage partiel cinq jours par mois. Son objectif, c'était de provoquer une baisse de régime, un refroidissement de la production. Par cette grève pourrie vous êtes arrivés aux mêmes résultats sans que la direction doive nous payer quoi que ce soit. Je répète que nous avons perdu un mois, sans parler des heures supplémentaires qu'on va nous imposer, et le problème de l'emploi reste entier ».

Voici maintenant, sur un autre sujet, celui du Vietnam nouveau, ce que dit, à la même date, l'envoyé spécial à Saïgon du journal le « Monde » :

Un communiqué relatif à l'interdiction des anciens partis et enjoignant à leurs membres de se faire connaître se termine par ces mots :

« La population a le devoir d'aider le gouvernement révolutionnaire dans l'application de ces mesures. Elle doit dénoncer les gens qui ne veulent pas se présenter aux autorités ou qui essaient de détruire des documents. Ceux qui coopèrent seront récompensés. »

Troisième sujet de réflexion : celui que nous apporte cette dépêche de Lisbonne de l'Agence France-Presse, en date du 30 mai. On pourrait l'intituler : comment le

Guépéou prend la place de la PIDE, la trop célèbre police politique de l'ancien régime de Salazar :

Les travaux de la commission d'extinction de la PIDE-D.G.S., la police politique de l'ancien régime, sont paralysés à la suite de la démission de près de cinquante fonctionnaires civils et militaires, apprend-on mercredi 28 mai à Lisbonne.

Ces fonctionnaires ont présenté leur démission afin de se solidariser avec trois officiers qui ont été démis de leurs fonctions par le responsable actuel des travaux de la commission, le commandant Miguel Judas, membre du Conseil de la révolution. Deux membres civils de la commission avaient déjà été limogés le 1^{er} mars dernier. Selon eux, il leur était reproché de s'opposer à un projet d'inspiration communiste tendant à transformer les services de la commission en police politique. Ils ont également affirmé que la commission ne travaillait pas dans « les conditions d'impartialité requises ».

DE LA MER DE CHINE A LA MER D'OMAN

Jusqu'à hier, les Etats-Unis étaient installés, solidement pensaient-ils, en Indochine, avec une multitude d'avions, de porte-avions, de canons et de soldats.

Aujourd'hui ils n'y ont plus personne, sauf peut-être quelques épaves du C.I.A., alors ils reportent ou vont tenter de reporter leurs lignes de base en arrière, loin en arrière, à quelque 5 ou 6.000 kilomètres à l'ouest, sur la côte sud de l'Arabie, à Diego Garcia.

Mais il y a un hic !

A la différence de ce qui existait dans la région indochinoise, les Russes ont déjà installé là, sur cette côte, bien qu'ils le nient, leur propre base, à Berbera, dans le golfe d'Aden.

Affaire à suivre...

R.L.

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

QUI SONT LES POSEURS DE BOMBES ?

Rappelons que le 13 juin, à une heure trente du matin, une bombe a explosé à la porte du domicile d'André Bergeron, dans une H.L.M. de Montrouge. Au même moment, une autre bombe explosait à la porte d'un journaliste de l'Agence France-Presse, Bernard Cabanes, probablement victime d'une homonymie. Celui-ci a succombé à ses blessures. Le premier a été épargné par l'attentat mais, avec un peu moins de chance, il aurait pu, lui aussi, y laisser la vie.

Quels sont ces terroristes ? Jusqu'ici aucun indice n'a été donné par les services officiels, chargés paraît-il de la sécurité des citoyens. Un étrange silence s'est même établi depuis le double attentat. Les obsèques du malheureux Bernard Cabanes nous ont même paru quelque peu escamotées. Nous nous étonnons de cette discrétion inhabituelle.

Une hypothèse a pourtant été émise par le ministre de l'Intérieur, M. Poniatowski. Il a déclaré que le syndicat C.G.T. du Livre ne lui semble pas devoir être incriminé. Ce qui paraît immédiatement évident, quoi que l'on puisse penser de la campagne excessivement dirigée contre les personnes que la C.G.T., impulsée par le P.C., a menée dans les jours qui ont précédé l'attentat. Le P.C. lui-même est, sans nul doute, matériellement hors de cause. Mais M. Poniatowski a cru bon d'ajouter que l'attentat lui semblait tenir de méthodes gauchistes. Sur quel fait en France peut-il s'appuyer pour émettre un pareille suspicion ? Même à l'étranger, rappelons-nous : les bombes de Milan et leurs seize victimes. Les homologues italiens de M. Poniatowski s'orientèrent aussitôt, comme il semble le faire lui-même, vers les milieux d'extrême-gauche, plus particulièrement vers les anarchistes. L'un d'eux tomba d'une fenêtre de la pièce où la police l'interrogeait et il se tua. Il n'était peut-être pas tombé tout seul. Quant au principal accusé de l'époque, son innocence est maintenant établie après plusieurs années d'incarcération.

Les collègues italiens de M. Poniatowski avaient mal orienté leurs recherches. Ils l'avaient peut-être fait volontairement. Quant ils voulurent bien chercher, sans ardeur spéciale, du côté de l'extrême-droite fasciste, le temps avait passé et les preuves formelles avaient disparu.

Et si nous formions à notre tour l'hypothèse que c'est du côté des terroristes d'extrême-droite qu'il faut chercher les coupables de l'attentat du 13 juin ? A qui pouvaient-ils penser que le crime profiterait ? Il fallait casser la grève du « Parisien libéré », faire porter la responsabilité du crime à la C.G.T. et au P.C. Le bon peuple n'y regarde pas de si près. Après la violente campagne que la direction de la C.G.T. avait menée contre Bergeron et contre les dirigeants du journal de droite, la suspicion pouvait venir naturellement à quiconque n'est pas très averti. A la veille de l'élection partielle du Havre, il n'était peut-être pas mauvais non plus d'effrayer quelques centaines de braves électeurs hésitants.

Surtout, en créant une atmosphère de trouble, de violence et de confusion, on ouvrait un terrain propice aux coups de force dont on n'a pas abandonné l'espoir. Rappelons-nous encore : en 1936, une bombe avait explosé au siège du Centre National du Patronat. Il fut établi qu'elle était le fait des « cagou-lards », organisation de caractère fasciste.

Nous attendons ici des nouvelles de l'enquête. On ne fabrique pas des bombes d'une telle puissance sans organisation constituée.

Certes l'hypothèse de quelques fanatiques égarés par une campagne de violence, ne peut être rejetée. Mais l'opinion que nous formulons ici nous paraît autrement plus plausible. En tout cas, les syndicats et les militants ouvriers ne doivent pas permettre que l'oubli tombe sur l'odieux attentat du 13 juin.

LA CRISE, LES GREVES ET LE CONGRES DE LA C.G.T.

On n'en est plus à se disputer pour savoir s'il y a crise ou non. Les faits qui sont les juges suprêmes ont répondu. Ils continuent d'attester le grippage du système dans tous les pays du monde dit occidental. Partout s'accroît le chômage, total ou partiel. Beaucoup de travailleurs deviennent tributaires de l'assistance sociale. Le nombre des faillites industrielles augmente. Un représentant du groupement patronal de la machine-outil en France a déclaré : « nous en sommes à un dépôt de bilan par quinzaine ». Le parti socialiste a réuni à Suresnes, au début de juin, un grand colloque international sur la crise et les moyens d'en sortir. Il y avait là la fine fleur des économistes. On n'est pas sûr d'y voir plus clair quand on a lu le résumé de leurs discours. On lira sans doute dans ce numéro ou dans le suivant un compte rendu plus étoffé.

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, le système capitaliste n'avait plus connu ces fameuses crises cycliques qui l'enrayaient tous les dix ans, avant qu'il ne reparte pour une nouvelle période d'expansion. Les optimistes invoquaient les moyens nouveaux de la puissance publique qui, à l'école de Keynes, par ses interventions tantôt frénatrices, tantôt accélératrices, atténuaient les fluctuations du cycle, assez pour que, si l'on parlait encore de récessions, on ne parlât plus de crises. Et voilà que trente ans après l'établissement du néo-capitalisme, quinze ans au moins après que les grosses têtes de la « science économique » nous eurent chanté l'hymne à la croissance, voire à la croissance harmonisée », tout le système est en crise profonde. Les chevaliers du plein emploi se retrouvent avec des millions de chômeurs, en même temps qu'ils se débattent dans un désordre monétaire, traduction de la dislocation d'un système qui se voulait mondial, au moins jusqu'aux limites extrêmes de l'autre système, lui-même profondément divisé.

Il s'agirait donc d'une crise non plus conjoncturelle, mais structurelle pour employer le langage fort prisé des économistes. Leurs collègues ou confrères

de l'autre secteur du monde, celui du capitalisme d'Etat appelé plus souvent « socialiste », nous donnent, eux, l'explication du phénomène : c'est la crise du « capitalisme monopoliste d'Etat », du C.M.E. répent en chœur leurs bons écoliers de notre parti communiste. Remarquez que, si l'on voulait s'en tenir au sens strict des mots, ce capitalisme monopoliste d'Etat pourrait définir exactement le système qu'ils défendent.

En tout cas, ils tiennent l'explication de « la crise » et il n'en faut pas davantage pour que le P.C.F. fasse subséquemment une crise politique et psychologique de gauchisme.

De cette crise-là, on aura encore une manifestation au congrès de la C.G.T. qui se tient au moment où ces lignes sont écrites et dont nous aurons certainement à reparler. Il est bien possible d'ailleurs que la direction de la C.G.T. se guérisse de sa crise de gauchisme avant que la technocratie capitaliste régnante parvienne à se sortir de la sienne.

Avec l'alliance de la C.F.D.T., la direction unique P.C. - C.G.T. a réussi à imprimer sa marque de fabrique aux multiples mouvements de résistance et de révolte des travailleurs contre la crise économique qu'ils supportent. Et jusqu'à présent, cette orientation outrageusement politisée n'a pas donné des résultats probants.

Nous ne voulons pas dire que toutes ces luttes, avec occupation des lieux de travail, n'aient pas des causes réelles et justifiées ; le sous-emploi, les licenciements, les fermetures d'usines suffisent à les expliquer. Mais la direction de la C.G.T. qui avait pris l'habitude de prendre en marche le train de la lutte de classe spontanée, s'est faite dans la dernière période plus souvent incitatrice.

Ces mouvements demeurent cependant dispersés, sporadiques et, pour en venir à bout, le patronat et le gouvernement se contentent de les laisser « pourrir ». On en a eu plusieurs exemples ces derniers temps. Peut-être serait-il temps de reconsidérer la tactique et même la stratégie ? Cela vaudrait sans doute mieux que de multiplier les « journées nationales » avec défilés rituels d'ampleur dégressive et d'effet quasi nul.

AU PORTUGAL : SEGUY ET L'AUTOGESTION

Séguy est allé au Portugal avec une délégation de la C.G.T. Il a donné sur l'affaire du journal « Republica » une opinion intéressante. S'il faut l'en croire, c'est un simple conflit du travail, tout simplement. Et d'abord, « Republica » n'est pas le journal du parti socialiste. Il le sait mieux que le parti socialiste lui-même. Celui-ci a beau dire et répéter que cet organe était le seul par lequel il s'exprimait, et le seul peut-être où pouvait se faire entendre une opinion indépendante. Il ne sait pas ce qu'il dit. « Il dit n'importe quoi » selon Georges Marchais. Séguy sait bien que ce n'est pas le journal du parti socialiste. Ensuite, Séguy reproche à ses rédacteurs de critiquer le M.F.A. (Mouvement des Forces Armées), de le « calomnier » dit Séguy, car toute critique d'appellation non contrôlée est pour lui calomnie.

Pour lui aussi « les » ouvriers, justement indignés de ces calomnies, « exigent » une autre orientation. « Les » ouvriers, vous entendez bien, non pas « des » ouvriers, certains diraient même un com-

mando d'ouvriers. Les intellectuels de gauche, particulièrement en France, aiment bien cette expression « les ouvriers » ; cela les dispense de regarder, de voir et de conclure.

Séguy, très malicieux, va plus loin : comment, dit-il, vous qui êtes pour l'autogestion, pouvez-vous vous insurger contre la mainmise des ouvriers sur le journal « Republica » qui, encore une fois, n'est pas le journal du parti socialiste ? Pardon. L'autogestion d'une entreprise c'est bien, si les mots ont un sens, la gestion par les travailleurs de l'entreprise. Dans un journal, les journalistes sont les premiers travailleurs sans lesquels il n'y a pas de journal. Il n'y a pas d'autogestion à « Republica ». C'est pourquoi il ne paraît pas. Notre souhait est qu'il reparaisse librement, en autogestion, avec ou sans l'autorisation du M.F.A. et du P.C. portugais, brillamment soutenu comme on le voit par Georges Séguy.

J'ai dit tout à l'heure tout le bien que nous pensons de certains intellectuels français dits « de gauche ». Ils sont tout intimidés par le témoignage de Séguy. Reconnaissons qu'il y en a un au moins qui refuse de prendre des vessies dictatoriales pour des lanternes autogestionnaires : c'est Jean Daniel, du « Nouvel Observateur ». Aussi se fait-il drôlement ramasser par la direction de la C.G.T., solidaire de son secrétaire général. Jean Daniel a écrit « il faut que la lutte soit claire » et, sous ce titre, il oppose son propre témoignage et ceux de ses rédacteurs envoyés au Portugal aux propos bénins de Georges Séguy. Il conclut poliment : ou bien Séguy s'est trompé, ou bien il a été trompé. Il y a une troisième hypothèse : il nous trompe.

Certains camarades gauchistes ne sont pourtant pas loin d'emboîter le pas au général Otelo de Carvalho, gauchiste lui-même, quoique général et chef du Copcon, le service de « sécurité » du nouveau pouvoir. Ils se retrouveront probablement en prison avant qu'il soit longtemps ; plusieurs de leurs amis y sont déjà avec l'assentiment du P.C. portugais.

Ça ne fait rien ! Ils retrouvent là le schéma bien connu de 1917 en Russie : élection d'une Constituante, puis dissolution de celle-ci qui ne donne pas satisfaction. Tout le pouvoir aux soviets ! Puis écrasement des soviets. Et puis ... eh bien ! dictature nécessaire dite « du prolétariat », puis dictature d'un Etat omnipotent et de sa police, élimination de ceux qui pensent autrement, puis dictature d'un chef bien-aimé.

Non ! diront ces camarades gauchistes. Ça ne se passera pas comme ça ! Si vous en recréez les conditions, cela ne se passera pas autrement. Vous n'êtes pas plus malins que les bolcheviks de 1917, exterminés par Staline.

Justement pour que cela aille autrement, il faut soutenir la démocratie ouvrière au Portugal. La démocratie formelle, si vous voulez, celle du suffrage universel, mais en même temps la démocratie dans les comités de base (dans les soviets, nous sommes pour), mais d'abord la démocratie dans les syndicats dont les directions doivent maintenant être renouvelées et désignées effectivement par les travailleurs. L'autogestion dans les syndicats d'abord et dans les coopératives agricoles. La révolution permanente, comme nous la comprenons, ne veut pas dire qu'il faille passer par-dessus les étapes.

R. GUILLORE.

LA FORMATION PERMANENTE

Les syndicats ouvriers et enseignants, les administrateurs du ministère de l'Éducation (ex-nationale), le Conseil national du patronat français, la presse parlent de plus en plus souvent de formation continue et d'éducation permanente. Progressivement ces notions entrent dans les mœurs et modifient les conditions de vie des prolétaires : le CET dans lequel j'exerce a signé une convention avec une entreprise de nettoyage travaillant pour le compte de la S.N.C.F. pour organiser des cours à des camarades émigrés : maliens et maghrébins. Quant à mon voisin de palier, technicien de l'électronique, il participe à une « action de formation », pour employer le jargon à la mode, en vertu des dispositions de la loi du 16 juillet 1971. Apparaissent de nouveaux sigles mystérieux pour le profane : CIFFA (centre intégré de formation de formateurs d'adultes et d'animation), D.F.C. (Direction de la formation continue) qui s'ajoutent à de plus anciens comme le C.N.A.M. (conservatoire national des arts et métiers) pour constituer un domaine complexe et nouveau dont fait partie la F.P.P.S. (formation professionnelle et sociale) auquel ne peuvent rester étrangers des syndicalistes qui se veulent révolutionnaires.

Que recouvrent donc exactement ces termes d'éducation permanente et de formation continue qui persistent à demeurer obscurs à beaucoup de nos camarades ? En quoi peuvent-ils intéresser le mouvement syndical ? Quels sont les problèmes qu'ils posent aux responsables syndicaux et aux syndiqués de la base ?

C'est incontestablement d'abord l'amorce de la réalisation d'une idée ancienne qu'exprimait déjà la bourgeoisie révolutionnaire en avril 1792 par la voix de Condorcet dans un rapport présenté à l'Assemblée législative : « nous avons observé — indiquait-il — que l'instruction ne devait pas abandonner les individus au moment où ils sortent des écoles, qu'elle devait embrasser tous les âges, qu'il n'y en avait aucun où il ne fût utile et possible d'apprendre et que cette seconde instruction est d'autant plus nécessaire que celle de l'enfance a été resserrée dans des bornes plus étroites. »

En 1955, il y a donc vingt ans, dans la tradition généreuse des idées de la Révolution française, la Ligue de l'Enseignement invente alors la formule d'« éducation permanente » qu'elle définit ainsi : « un essai de réponse cohérente à l'ensemble des problèmes de désadaptation que pose au travailleur et au citoyen moderne la civilisation nouvelle dans laquelle nous venons d'entrer brutalement ». La formule reprise avec le succès que l'on sait quelques années plus tard par les pouvoirs publics rencontre vite un écho au sein de la population comme le montre une enquête nationale organisée dès 1966 par la fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques que préside Jean Cornec. A la question demandant si les parents admettent une éducation mettant constamment à la disposition des hommes, non seulement durant leur jeunesse mais durant toute leur vie active, les connaissances dont ils ont besoin, les réponses affirmatives sont majoritaires à 94 %, constituant le plus fort pourcentage de toute l'enquête.

L'éducation permanente et la formation continue, c'est ensuite tout un arsenal de dispositions législatives, de décrets d'application, d'accords contractuels dont il est devenu indispensable de connaître les grandes lignes : la formation professionnelle accélérée date de 1945, les lois du 31 juillet 1953, du 18 décembre 1963 et du 3 décembre 1966 — pour ne citer que les principales étapes — déjà créent des organismes ou des structures qui annoncent ou préparent les deux textes les plus récents et les plus importants en la matière : l'accord interprofessionnel du 9 juillet 1970 signé entre les syndicats de salariés et le patronat et la loi du 16 juillet sur la formation permanente qui consacrent la reconnaissance du congé

formation. On a pu écrire qu'il y avait là une véritable réforme « révolutionnaire » comparable à ce que fut en 1936 la reconnaissance du droit au congé payé.

Cette transformation, probablement irréversible, résultant d'un compromis entre salariat et patronat à un moment donné de la lutte des classes en France, et comme tel, comme on le verra plus loin non dépourvu d'ambiguïté, offre toutefois aux travailleurs la possibilité de s'engager dans plusieurs directions positives. Elle doit leur permettre d'abord de se défendre mieux en cas de déqualification ou de chômage. Elle leur fournit ensuite l'occasion d'une promotion professionnelle, elle devrait encore autoriser leur accès à la responsabilité — d'aucuns pensent à l'autogestion — et favoriser une véritable révolution culturelle.

Ces quatre composantes de l'éducation permanente et de la formation continue, dont l'avant-dernière est certainement la plus radicale, et qui loin de s'exclure devraient se compléter harmonieusement montrent bien l'importance de l'enjeu et le levier puissant qu'elles peuvent constituer dans la nécessaire transformation sociale.

On peut rêver à l'instrument révolutionnaire qu'elle pourrait constituer entre les mains d'un mouvement syndical uni et démocratique qui ne cumule pas mandats politiques et mandats syndicaux et qui se réclame de la toujours jeune Charte d'Amiens...

Enfin ces dispositions nouvelles posent un certain nombre de problèmes majeurs qu'il faudra bien résoudre. En effet le fait que des adversaires de classes interviennent dans ce domaine désormais stratégique suggère à l'évidence qu'ils ne mettent pas le même contenu derrière les mêmes mots.

Incontestablement pour le prolétariat et particulièrement ses organisations syndicales, la formation continue constitue un terrain privilégié et relativement nouveau de luttes collectives qui peut conduire les salariés à moins subir et à mieux dominer leur condition. Pour une large part, elle dépendra de ce qu'ils sauront en faire. Le risque est grand en effet que les employeurs y voient par le moyen d'un néopaternalisme la possibilité de les adapter davantage à leur poste de travail, de « casser » les pressions collectives en « atomisant » la main-d'œuvre, de développer les rivalités catégorielles et la hiérarchie des salaires en vue d'augmenter la rentabilité de l'entreprise, de réduire les tensions sociales et d'accroître leurs profits.

Mais les problèmes posés ne sont pas moins importants pour les syndicalistes enseignants — partie intégrante de la classe ouvrière — qui devront répondre à leur vocation naturelle de formateurs et d'éducateurs du peuple. Certes, la nouvelle législation en vigueur peut au contact des adultes, ouvrir l'école sur la vie, renouveler la pédagogie mais elle fait aussi désormais du service public un service concurrentiel dans le domaine de la dispensation du savoir. Ce n'est un secret pour personne que déjà ont proliféré les officines commerciales destinées à vendre de la formation comme d'autres vendent des automobiles ou des réfrigérateurs.

Devant le danger de privatisation qui ferait dépendre les opérations de formation des objectifs à court terme du patronat et des technocrates giscardiens de notre société « libérale », il est urgent que les syndicats enseignants approfondissent les compétences de l'éducation nationale d'autant que dans une certaine mesure la formation continue peut concurrencer la formation initiale dispensée par l'école. L'existence de la loi Royer montre que des jeunes déçus par un système scolaire inadapté faute de crédits peuvent être livrés pieds et mains liés au service des intérêts privés. C'est évidemment tomber de Charybde en Scylla. Une belle évolution négative — si elle s'amplifiait — donnerait une

réalité désastreuse au concept à la mode dans les salons de la « gôche » parisienne de « société sans école » à laquelle probablement (du moins il faut l'espérer) le curé « progressiste » Illich n'a pas songé !

Il est heureux de constater que devant les menaces bien réelles que je viens d'évoquer, le Comité National d'Action Laïque et les organisations qui le soutiennent, ont décidé de se saisir de l'ensemble du problème. Bien d'autres questions annexes surgissent aussi : il semble évident par exemple que les actions de formation entreprises ne doivent pas se traduire seulement en heures supplémentaires rémunérées à un taux plus élevé pour les enseignants qui n'accepteront jamais de devenir les chiens de garde du capitalisme. Une doctrine syndicale est en cours d'élaboration dans ce domaine. Enfin une pédagogie spécifique aux adultes qui évite les tentations du « pédagogisme » et de la bonne conscience, qui

forme les travailleurs sans les conformer à la « science de leur malheur », qui précise les rapports entre l'entreprise et l'université reste sinon à penser du moins à affirmer et à développer. Il m'est avis que le riche contenu de classe que contient la notion de laïcité doit jouer pleinement son rôle émancipateur dans cette affaire !

C'est dire pour conclure un papier qui n'a voulu que survoler la question, que l'éducation continue et la formation permanente — si elles sont, comme il est souhaitable, efficacement prises en charge par le mouvement syndical peuvent et doivent se faire les héritières du vieux rêve de Condorcet pour demeurer l'un des plus sûrs moyens de hâter la venue des changements profonds que souhaitent tous les syndicalistes fidèles à la révolution prolétarienne.

Jean MOREAU.

ECHO DE LA LOIRE

CEUX QUI VEULENT "S'ÉMANCIPER DU SYNDICALISME"

Je vous ai passé il y a quelque temps un article de J. Genévrier. Je vous donne aujourd'hui quelques extraits d'une lettre de **Barthélémy Barlet**, lui aussi ami de notre « R.P. », actuel secrétaire général de la section Loire du S.N.I., qui a également maille à partir avec une équipe dite « Ecole Emancipée, syndicaliste révolutionnaire », qui participe également à la vie du SGEN (CFDT).

Cette activité, assez curieusement syndicaliste, se déroule sur plusieurs terrains, disons plutôt : semble bien se dérouler à partir de plusieurs terrains ou de plusieurs bases de départ. **Mais elle n'est pas spéciale à la Loire.** La circulaire citée par Barlet a été répandue dans plusieurs départements.

Nous gageons que nous l'apparenterions difficilement aux prises de position d'un Marcel Valière dont nous parlent Henri Féraud et Henri Vidalenche, dans la brochure signalée par « la R.P. ».

Malgré les difficultés actuelles entre les syndicats de l'enseignement et la CFDT, nous ne pourrions guère comparer la prose dont nous parle Barlet avec celle d'un Edmond Maire, après lecture encore d'une étude comme celle parue dans le « Nouvel Observateur » du 14 avril 1975.

Je ne sais pas si les auteurs de ces manifestes et de ces « actions » répondent à la définition que donnait Daniel Guérin de leur attitude : « une haine viscérale » du syndicalisme. Ils paraissent bien en tout cas considérer que « s'émanciper du mouvement syndical » est la première des nécessités, et l'insurrection « au moins verbale » contre tout militant syndicaliste « le plus sacré des devoirs ».

Une autre formation « Ecole Emancipée », celle qui porte le titre F.U.O. (Front Unique Ouvrier) flétrit par contre l'attitude de ces « E.E. scissionnistes et démissionnaires » qui luttent, par « l'organisation de la démission » dans le Syndicat National des Instituteurs, tout en se voulant les fers de lance du SGEN-CFDT. Nous lisons dans le bulletin de la section de la Loire du S.N.I., « l'Ecole Syndicaliste », sous la plume de Legalery, au nom de la minorité Loire EE-FUO ces deux conclusions :

« On ne peut lutter pour l'école de demain (fût-elle socialiste) sans lutter aujourd'hui contre les forces réactionnaires qui remettent en cause chaque jour gravement la laïcité de l'école. »

Plus loin, appelant à la lutte commune contre les éléments centrifuges hostiles à l'unité du S.N.I., et pour sa défense : « cette tâche est l'affaire de tous, indépendamment de nos opinions respectives. »

Voici maintenant ce qu'écrivait Barlet :

« Nous sommes nombreux dans nos rangs à avoir conservé longtemps des sympathies pour « l'Ecole Eman-

cipée », parce que c'est aux sources du syndicalisme révolutionnaire que nous avons trouvé les éléments fondamentaux de notre orientation, quitte à les adapter petit à petit aux exigences d'un syndicalisme de masse. Dans les lignes qui suivent vous trouverez quelques documents qui méritent d'être lus. Ils vous édifieront sur ce qu'est devenue l'« Ecole Emancipée », ou du moins **ceux qui** se présentent conjointement au S.N.I. et au SGEN (CFDT) sous cette étiquette EE.

Voici un échantillon de leur prose :

Camarades, il n'est jamais trop tard pour quitter le syndicat !

Nous n'aurons plus notre carte syndicale !

... mais nous avons encore celles de la M.G.E.N., de l'Autonome, de la M.A.I.F., d'identité, du groupe sanguin, etc...

Nous ne recevrons plus la presse syndicale

Mais où mettrons-nous nos « épiluchures de grosses légumes » ?

Mais, avec quoi nous torcherons-nous ? Il y a quatre pages de cette veine et le texte se termine par la « liste de ceux qui ont eu le courage de quitter le S.N.I. ».

Remarquez bien que, parallèlement à cela, on mène une campagne « contre les exclusions » que certaines sections S.N.I. ont prononcées dans quelques départements où la cohabitation devenait impossible (souvenez-vous quand même que, dans la Mayenne, l'E.E. a boycotté la grève S.N.I. en octobre et appelé les syndiqués à verser leur journée de travail à la caisse E.E.). Les militants syndicalistes révolutionnaires que nous avons connus ne doivent pas être fiers de leurs rejets ! Ils auraient intérêt à condamner très vite et très fort, ceux qui discréditent une tendance que, pour notre part, nous avons toujours respectée.

Dans la Loire, la feuille infantile dont j'ai eu déjà l'occasion de parler ne contient pas d'appel aussi direct à la démission que la feuille à plus large diffusion territoriale, mais on y rêve de redressements syndicaux ultrarapides et manu-militari, où les responsables élus, comme moi, sont mis à la porte, à la fin d'une conférence de presse imaginaire, s'ils sont majoritaires, et abandonnent leur mandat s'ils représentent la minorité E.E. en question.

« La Base se réveille (sic), met les deux bureaucrates à la porte... s'auto-organise (sic) et se lance sur le chemin de son émancipation »...

D'autres échos et commentaires viendront sans doute. (Informations communiquées par

Jean DUPERRAY.)

-A-b-â-t-o-n-s-r-o-m-p-u-s-

AU MOYEN-ORIENT RAISONS D'UNE POSITION. —

Depuis quelque temps, je n'ai pas cherché à rouvrir le dossier palestinien, déjà amplement discuté. Je ne puis pourtant pas m'interdire de le faire si les événements m'y poussent, ou si d'autres camarades écrivent à ce sujet des choses que je considère comme fausses. Les deux cas se sont produits le mois dernier.

Des troubles graves se sont déroulés au Liban. Ce pays est pourtant le moins militaire, le plus démocratique du monde arabe. Mais les Palestiniens, qui ne sont plus nulle part chez eux, s'y sont installés, et leur action provoque la riposte de la bourgeoisie conservatrice chrétienne dirigée par Pierre Gemayel, qui est à la tête des Phalanges. Gemayel est comme tout arabe opposé au Sionisme, mais il veut préserver l'indépendance du Liban. L'armée a été appelée au pouvoir pour réprimer les troubles, mais n'a pu y rester à cause de l'opposition des partis de gauche. Voilà où l'on en est ; un pays qui est considéré comme la Suisse du Moyen-Orient est au bord de la guerre civile, d'une guerre qui ne peut rien régler des problèmes sociaux, et ceci est une conséquence directe des effets du sionisme.

Quant au second cas, j'ai lu dans le dernier numéro l'article de Pierre Rimbert « Il y a dictature et dictature », et je me suis d'abord senti d'accord avec ce qu'il dit de l'Indochine. Mais quand il a abordé le conflit judéo-arabe, je me suis demandé comment il pouvait à ce point méconnaître la position de ceux qui, comme moi, s'opposent au sionisme. Car nous ne prenons pas parti pour les dictatures arabes (nous cherchons seulement à expliquer ce qu'elles sont réellement, et à détruire les idées fausses répandues à leur sujet), nous prenons parti pour le peuple palestinien sacrifié par l'entreprise sioniste, et pour les autres peuples arabes qui ont perdu leur tranquillité, leur sécurité. Nos raisons n'ont donc rien à voir, absolument rien, avec celle de ceux qui, sous l'occupation nazie, ont opté pour la collaboration ; le rapprochement est même choquant. Nous condamnons l'entreprise sioniste comme nous condamnons tout phénomène colonialiste (Israël est une colonie de peuplement, c'est-à-dire une colonie du type le plus néfaste pour la population indigène), elle n'a apporté aux peuples voisins que de l'angoisse, du sang et des larmes, et non la démocratie comme l'imagine Rimbert. Démocratie ? Eric Rouleau, du « Monde », vient de révéler dans un reportage remarquable que les Palestiniens des territoires occupés n'avaient le droit de constituer ni parti ni syndicat. Et tout récemment, l'un d'eux a été condamné à huit ans de prison pour n'avoir pas dénoncé une organisation de résistance à laquelle il n'avait pourtant pas voulu adhérer. Il faudrait peser tous ces faits avant de défendre la démocratie israélienne, et aussi prendre connaissance de ce qu'est réellement notre position, à nous pro-arabes, afin de comprendre les raisons qui nous animent.

A PROPOS DU LIVRE « AVOCAT DE TROTSKY ».

— Je viens de lire l'ouvrage de Gérard Rosenthal « Avocat de Trotsky ». L'auteur fut un de mes compagnons de lutte dans l'organisation trotskyste pendant les années d'avant-guerre. Ses origines sont très différentes des miennes : il vint à la révolution par le mouvement surréaliste, et quelques années avant moi. Son adhésion au trotskysme date de 1927, la mienne de 1934. Il assista, à Moscou, aux fêtes du dixième anniversaire de la Révolution, et prit part aux premiers heurts physiques entre majoritaires et oppositionnels. C'est en U.R.S.S. même, à ce moment, qu'il rencontra Trotsky pour la première fois. Ensuite, il alla le voir dans son exil de Prinkipo, en Turquie, avec les premiers trotskystes français. Venu plus tard à l'organisation, je n'eus pas comme lui le privilège de connaître personnellement celui que nous nommions entre nous « le Vieux », et qui était à nos yeux non un chef infaillible (il arriva à

beaucoup d'entre nous d'exprimer des désaccords avec lui sur tel ou tel point particulier), mais un leader à qui allaient notre confiance et notre admiration. Les luttes que retrace Gérard, à partir de la montée du fascisme en Europe des années 30, elles furent aussi les miennes. Nous connûmes les difficultés énormes que rencontrent ceux qui vont contre le courant, honnis à la fois par la bourgeoisie et par les communistes qui nous rejetaient et nous calomniaient, et bientôt, les griffes du Guépéou se resserrèrent autour de nous. En Espagne Andrés Nin, ancien trotskyste et leader du P.O.U.M., Erwin Wolf, un des secrétaires de Trotsky ; en Suisse, Ignace Reiss, qui venait de rompre avec Staline et d'adhérer à la Quatrième Internationale, tombèrent sous les coups des assassins. A Paris Léon Sédov, le fils du « Vieux », périt probablement empoisonné dans une clinique ; puis ce fut le tour du jeune trotskyste allemand Rudolf Klement, que j'ai bien connu, dont le corps dépecé fut retrouvé dans la Seine. Nous étions entourés d'ennemis, que nous ne savions pas très bien reconnaître. Il nous arriva, dans ma cellule, de soupçonner un camarade d'origine russe qui était de bonne foi, alors que personne ne se méfiait d'Étienne, par la suite démasqué comme un agent du Guépéou particulièrement dangereux et malfaisant.

Gérard Rosenthal ne cache rien de ce qui dans l'organisation apporta une ombre à notre action : les rapports envenimés entre le groupe officiel et celui de Molinier. J'eus alors pendant quelque temps, avec d'autres camarades, une attitude conciliatrice, car nous désirions lutter contre une scission néfaste au développement de nos idées. Nous écrivîmes à ce sujet à Trotsky, en Norvège. Sa réponse fut assez dure : après avoir soutenu Molinier, il le condamnait, lui et son groupe, sans aucune réserve. Gérard était de son avis, et je me souviens qu'un jour où je lui disais que dans cette affaire il y avait des torts des deux côtés, il me répliqua : « Méfie-toi de la justice distributive ».

Le livre s'arrête à l'assassinat de Trotsky. A partir de la guerre de 1939-45, Gérard Rosenthal, en effet, cessa d'appartenir au mouvement. J'eus néanmoins plusieurs fois l'occasion de le rencontrer et de discuter avec lui, toujours très cordialement.

Son livre m'a fait revivre toutes ces années de militantisme de façon extrêmement vivante ; il permettra à ceux qui le liront de mieux comprendre ce que fut notre action.

Cette action, je la considère encore comme ce qu'il y eut de plus valable dans ma vie. Aussi est-ce avec une certaine amertume que j'ai lu dans « la R.P. » du mois dernier l'appréciation de Julien Lecocq qui, à propos d'une simple phrase favorable à Arlette Laguillier, écrite par un autre camarade, affirmé que trotskystes et staliniens sont cousins germains.

Cousins germains, les victimes et les bourreaux ? Ceux qui ont lutté contre les falsifications, les saletés et les crimes et ceux qui s'en sont rendu coupables ? Qu'on lise le petit livre écrit par Trotsky peu de temps avant la guerre. « Leur morale et la nôtre » : En voici l'idée directrice, telle que je m'en souviens trente-sept ans après l'avoir lu : « Tous les moyens sont bons s'ils contribuent à la victoire de la révolution. Mais la calomnie, la falsification de l'histoire, ne peuvent aider au triomphe de la révolution — seule la vérité est révolutionnaire. »

Ainsi, je ne demande pas aux camarades d'autres tendances d'approuver les thèses du trotskysme, je leur demande seulement un peu d'objectivité. Pour ma part, je n'ai jamais été anarchiste et ne pense pas le devenir, mais je respecte les anarchistes, dont beaucoup ont été de grandes figures du mouvement ouvrier. Je souhaite seulement que les camarades d'opinions diverses qui se rassemblent autour de « la R.P. » fassent preuve d'une attitude bienveillante et compréhensive à l'égard d'un mouvement qui a payé un si lourd tribut à la lutte contre le stalinisme.

« **NOTRE AMI MARCEL VALIERE** ». — Tel est le titre d'une brochure que les Amis de l'Ecole Emancipée ont consacrée au militant exemplaire que fut Marcel Valière. En la lisant, on peut suivre pas à pas son action depuis la Fédération Unitaire de l'Enseignement dont il a été le dernier secrétaire, jusqu'à la récente crise de l'Ecole Emancipée, à la fin des années 60, qu'il contribua largement à dénouer. Moi qui trouve souvent rébarbatifs les documents syndicaux, j'ai lu celui-ci avec un intérêt croissant, sans faille. Il est vrai qu'il s'agissait d'une action à laquelle j'ai participé : c'est encore une page de ma vie que j'ai pu revivre.

Une légère critique toutefois : Les documents complémentaires, articles de Valière sur le front populaire, la situation économique dans le monde capitaliste, la répression stalinienne en URSS et en Espagne, auraient à mon avis gagné à être présentés à leur place chronologique normale, mêlés aux autres écrits purement syndicaux. Et la biographie de Valière qui occupe l'avant-dernière page de la couverture aurait été mieux placée en tête. Mais ceci est accessoire. L'essentiel est de pouvoir suivre l'action de ce mararade, ses efforts, au moment de la fusion syndicale, pour sauvegarder le droit de tendance, sa condamnation sans relâche du réformisme comme du stalinisme, sa prise de position en faveur de l'autonomie de la FEN lorsque CGT et FO se sont séparées, afin de sauver au moins l'unité dans la corporation, puisqu'on ne pouvait le faire plus largement : solution boiteuse, certes, qui coupait les syndiqués de l'enseignement de toute centrale ouvrière, mais qui nous est apparue comme un moindre mal, évitant toute scission au moins parmi nous, enseignants. Lutte contre le chauvinisme, pour le maintien de l'internationalisme prolétarien dans une période où il n'était pas si facile de se frayer une voie juste. Enfin, lutte contre les manœuvres d'un groupe dissident du trotskysme, l'O.C.I. (ou, comme on dit le plus souvent, les Lambertistes) qui cherchait à l'aide de petites combinaisons menées par surprise, de faire passer sa politique par le canal de la tendance.

Pour ma part, je me souviens de Valière, rencontré dans de nombreuses réunions à Paris ou à Montpellier, comme d'un camarade d'une simplicité, d'une modestie, parfaites. Jamais je ne l'ai entendu élever la voix à l'encontre d'un camarade ; toujours il cherchait à convaincre calmement, sans éclat, sans aucune prétention, malgré le poids que pouvait lui donner sa grande expérience syndicale.

Il paraissait plus jeune que son âge. J'ai été surpris lorsque j'ai appris qu'il était déjà retraité. Encore plus lorsque sa mort a été annoncée.

Puissent les jeunes camarades qui viennent aujourd'hui nombreux grossir les rangs de l'Ecole Emancipée lire ce récit de son action et de ses luttes, et s'inspirer de son exemple.

LES PROSTITUEES REVENDIQUENT. — Des prostituées qui occupent une église et protestent contre la situation qui leur est faite, voilà qui n'est pas ordinaire. C'est pourtant ce qui se produit actuellement à Lyon, comme la presse et la télévision viennent de nous l'apprendre.

Il faut reconnaître qu'en la matière, la législation française actuelle est un chef-d'œuvre d'hypocrisie. En effet, la prostitution n'est pas un délit, mais on enlève à celles qui la pratiquent tous les moyens de le faire légalement. Elles sont poursuivies pour racolage, c'est-à-dire pour rechercher des clients. Il est interdit aux hôteliers de leur louer une chambre, et si elles reçoivent chez elles, les voisins peuvent porter plainte et faire interdire cette activité. Souvent cependant, la police ferme les yeux, jusqu'au moment où elle fait payer de lourdes amendes. L'Etat devient ainsi le premier des proxénètes, puisqu'il tire des ressources de la prostitution.

Et c'est pourquoi l'on n'interdit pas celle-ci. Mais il

y a une autre raison : trop d'hommes en ont besoin, certains haut placés. Et l'on touche ici au deuxième aspect du problème, qui est rarement mis en lumière. On discute souvent au sujet des raisons qui poussent des jeunes femmes à se prostituer, mais presque jamais on n'aborde celles qui conduisent de nombreux hommes à avoir recours à la prostitution parce qu'ils ne trouvent pas d'autres moyens de satisfaire leur instinct sexuel. Un tel problème pourra-t-il être résolu dans un régime socialiste ? Il me semble qu'il sera plus difficile à régler que les questions économiques.

En attendant, nous ne devons pas oublier que les prostituées sont des êtres humains, et qu'elles ont droit à une autre attitude que le mépris, l'ironie et les brimades policières.

L'AFFAIRE D'INDOCHINE ET SES SUITES. — Devant les événements du Sud-Est asiatique il n'y a lieu ni de s'enthousiasmer ni de s'indigner, mais d'observer ce qui se passe avec sang-froid, en s'abstenant de porter un jugement trop hâtif, qu'il soit favorable ou défavorable.

Les Vietnamiens avaient-ils quelque chose à perdre ? Je ne pense pas que le triomphe des communistes au Sud les aient privés d'une liberté qu'ils n'avaient jamais possédée. On a fait grand état d'une déclaration d'un dirigeant du Parti Socialiste Vietnamien. Qui avait entendu parler de ce parti sous le régime de Thieu ? Pas moi en tous cas. Il a fallu l'effondrement final pour qu'il se manifeste. Le nouveau régime a supprimé les anciens partis. Mais avaient-ils pu mener une action indépendante quelconque ? Dans certaines démocraties populaires, en Pologne, en Hongrie, en Chine même, il y a à côté du Parti Communiste quelques petits partis fantoches. Ceux qui pouvaient se faire entendre au Sud-Vietnam de Thieu n'avaient guère plus d'indépendance réelle.

Au Cambodge, d'après le témoignage d'un prêtre européen, les Khmers rouges ont détruit par le feu les livres d'une importante bibliothèque française. Des faits de ce genre commençaient à se produire à Saïgon, quand les autorités communistes les ont formellement interdits. C'est une preuve de maturité politique. Attendons la suite.

Pendant ce temps, que se passe-t-il au Laos ? Le Pathet Lao, l'organisation communiste de ce pays, a marqué des points. D'après le Prince Souvana Phouma, s'ils le voulaient, les communistes seraient rapidement les maîtres. Cependant, ce prince reste neutraliste, et il a raison. Jusqu'à présent, cette politique a maintenu au Laos une paix relative. Tôt ou tard, le Laos sera vraisemblablement entraîné dans le camp communiste. Un pays comme lui ne peut rester en dehors du mouvement qui embrase ses voisins, mais il semble que le passage d'un régime à l'autre doive se faire sans que tout soit mis à feu et à sang. Il en aurait été de même au Cambodge s'il n'y avait pas eu le coup de Lon Nol, dont on peut mesurer aujourd'hui les conséquences tragiques.

Le Thaïland lui-même semble avoir compris le danger qu'il y a à se placer sous la protection des Etats-Unis, puisqu'il a demandé aux Américains de renoncer à leurs bases navales. Ceci à la suite d'un incident — un cargo américain a été arraisonné par les Khmers rouges, et les marines sont allés le libérer. Fort de cet exploit très limité, Ford a déclaré qu'il maintenait ses engagements à l'égard de la Corée du Sud. Les Coréens communistes du Nord semblent bien décidés, en effet, à réunifier leur pays arbitrairement divisé. Ils le feront tôt ou tard, eux seuls ont assez de dynamisme pour cela. Et l'on peut considérer comme probable que forts de leur expérience passée, ils le feront avec assez d'habileté pour que les Américains n'aient pas l'obligation d'intervenir, eux qui doivent aussi être rendus prudents par l'expérience du Vietnam.

Jacques GALLIENNE.

DICTATURES PROGRESSISTES ?

La lecture de la R.P. de mai 1975, si elle provoque une discussion — hors d'une actualité exigeante — ne peut que réjouir ceux qui veulent maintenir notre revue dans la voie tracée par Monatte, presque unique dans la presse d'information et d'opinion, où selon la formule de Chambelland, on ne publie pas un texte *QUOIQUE discutable*, mais *PARCE QUE discutable*.

En participant à cet examen contradictoire sur les problèmes que j'ai posés, je n'entends pas évidemment inclure ceux avec qui je ne m'accorde pas, dans le « parti de l'imposture ». Louzon, Gallienne, Guilloché, Rimbert — pour ne citer que ceux qui sont intervenus sur ces questions dans le dernier numéro — ne sont même pas dupes de l'imposture. C'est leur parfaite sincérité qui les oblige à aller (comme moi), jusqu'au bout de leur pensée, sans conserver le refuge d'une arrière-pensée prévoyante. Je ne doute même pas de leur sincérité. Nous nous accordons certainement sur la « *prévision des périls* ». Nous divergeons, quant à la *hiérarchie des périls et la détermination des urgences*. C'est assez grave. Ce n'est pas incompatible avec la co-existence dans notre maison commune. Nous avons connu dans le passé des débats aussi tragiques que l'Histoire n'a pas conclus : lors de la guerre civile espagnole, lors de l'opposition contre le pacifisme et la nécessité de la Résistance à Hitler. En septembre 1939, nous avions signé, Yvonne Hagnauer et moi le tract de Lecoq « *Paix immédiate* ». Un an plus tard nous savions que nous ne pourrions nous résigner à la paix hitlérienne. Déchirements internes... prolongeant les discussions publiques !

S'il est encore licite de s'expliquer je voudrais simplement éclaircir certains termes de notre controverse.

Pierre Rimbert nous donne (R.P. de mai 1975) un article « *Il y a dictature et dictature* » que j'approuve presque entièrement. Je le loue d'avoir rappelé que des syndicalistes, des socialistes, des libertaires, des révolutionnaires furent abusés par les formules anti-capitalistes des hitlériens, des zéloteurs de la *Révolution nationale* installés à Vichy ou à Paris, sous l'occupation allemande. A mon retour de captivité, en septembre 1940, un propos de Monatte — que j'ai déjà rapporté — devait orienter mes choix d'hier... et d'aujourd'hui. Fallait-il souhaiter la victoire anglaise ? Monatte répondait « *Vois-tu une autre carte à jouer pour la liberté du mouvement ouvrier ?* » Ce qui implique qu'entre une démocratie... même conservatrice... et une dictature... dite progressiste... on choisit celle-là.

Je ne conteste pas les références historiques de Rimbert. Je ne connais de Jaurès, dans *l'Histoire Socialiste*, que les volumes consacrés à la Révolution française, réédités il y a un demi-siècle avec des notes d'Albert Mathiez... et après la dernière guerre, avec des notes de Soboul... stalinien de stricte obédience. Je n'ai pas trouvé la citation de Rimbert sur « *la dictature allant dans le sens de l'Histoire* ». Dans le volume consacré à la *Convention*, Jaurès tente de prouver que la dictature jacobine ne fut pas l'effet d'une doctrine préalable, finaliste... mais le terme d'une évolution assez rapide, provoquée non par des visions d'avenir, mais de tragiques nécessités immédiates. Interprétation, déjà exposée par Albert Mathiez — largement et efficacement dans son ouvrage capital : *la Vie Chère et le mouvement social sous la Terreur*.

Mais il suffit d'entendre celui qui a incarné le jacobinisme et la Terreur : Maximilien Robespierre, lui-même. La Convention avait voté, en juin 1793, après l'élimination des Girondins, une constitution qui reste un modèle de démocratie politique, intégrale. Son application fut suspendue jusqu'à la Paix, tandis que la Convention devait exercer, provisoirement, une dictature par la voie d'un gouvernement révolutionnaire.

Robespierre a parfaitement défini cet Etat idéal et ces servitudes exorbitantes et implacables dans son discours du 25 décembre 1793.

« *Le but du gouvernement constitutionnel est de conserver la République ; celui du gouvernement révolutionnaire est de la fonder. La Révolution est la GUERRE de la Liberté contre ses ennemis ; la Constitution est le régime de la liberté victorieuse et paisible. Le gouvernement révolutionnaire a besoin d'une activité extraordinaire, précisément parce qu'il est EN GUERRE. Il est soumis à des règles moins uniformes et moins rigoureuses, parce que les circonstances où il se trouve sont orageuses et mobiles.* »

La dictature jacobine ne se justifiait donc pas par une œuvre constructive. Les mesures sociales les plus audacieuses préparées par le Comité de Salut Public ne furent motivées que par les nécessités de la guerre civile et étrangère.

Saint-Just voulait partager les terres confisquées aux émigrés, aux ennemis de la Révolution, entre les prolétaires et indigents. C'était l'application du principe par lequel les Constituants de 1791 avaient voulu réserver exclusivement aux propriétaires la capacité politique. Seuls, d'après ceux-ci, les *propriétaires pouvaient être électeurs et élus*. Pour que, selon Saint-Just, *tous les citoyens soient électeurs et éligibles, il fallait qu'ils devinssent tous propriétaires : la propriété conditionnant la liberté et la souveraineté populaire*. Robespierre et Saint-Just, par-delà leur terrorisme accidentel, ne renièrent jamais le libéralisme économique, hérité des philosophes, des économistes, des physiocrates du XVIII^e siècle.

Une dictature ne se définit donc pas par des fins doctrinales ou idéales. Le système colonialiste au Vietnam s'écroula immédiatement après le départ des troupes françaises. La dictature d'Hanoï ne s'établit que pour assurer le maintien au pouvoir du Vietcong et la liquidation de toutes les oppositions. Le Vietnam sort d'une guerre de près de trente ans, pendant laquelle, on pouvait difficilement respecter les libertés fondamentales. Alors le dilemme se pose. *La guerre conditionnait-elle la dictature d'Hanoï — ou : la Dictature se justifiait-elle par une guerre... que l'on avait donc intérêt à prolonger ?*

Si difficile à supporter que cela soit pour certains camarades, il faut bien reconnaître, qu'après l'élimination de Diem et la fin des troubles qui l'ont suivie, on tentait d'appliquer dans le Sud-Vietnam, une constitution relativement libérale. L'opposition à Thieu se manifestait librement au Parlement et dans la presse. Les syndicats ouvriers jouissaient d'une assez grande indépendance. La guerre imposa ses servitudes, et un gouvernement de plus en plus autoritaire, *usa de moyens coercitifs souvent atroces*. Mais on en fut dans le monde, assez exactement informé (grâce souvent à des journalistes américains). Alors que sur le régime d'Hanoï, nous ne disposons que d'une information officielle, unique... sans autres discordances que des renseignements aussi « librement » diffusés que la presse clandestine, sous l'occupation.

Que signifie le terme « *dictature progressiste* » ? On nous avait familiarisés avec la formule « *dictature du prolétariat* ». Rejetée explicitement par Fernand Peloutier, elle fut reprise par des marxistes qui l'auraient trouvée dans Marx. Malheureusement les marxistes les plus authentiques ne s'accordent guère sur la définition de cette dictature.

En 1906 Trotsky prévoyait « *le conflit entre la dictature du prolétariat et les cadres d'une démocratie bourgeoise succédant au tsarisme* ». En 1905, Lénine « *n'envisageait qu'une dictature démocratique (?) exercée par les ouvriers, les paysans et les bourgeois enne-*

mis de la féodalité tsariste ». Cette idée marxiste a abouti au totalitarisme stalinien... mais, sous Lénine et Trotsky, de 1917 à 1924, elle se réalisa par l'omnipotence d'un parti bientôt monolithique, l'interdiction de l'opposition ouvrière, la sanglante liquidation de la révolte des marins de Cronstadt (réclamant : *Tout le Pouvoir aux Soviets*), l'autorité exorbitante de la Tchéka.

Voici encore Louzon proclamant, en 1927 : « *la Dictature du prolétariat, c'est la liberté pour le Prolétariat* ». Nous avons déjà rappelé la condamnation des méthodes bolchévistes par Rosa Luxembourg. Pour elle « *la dictature du prolétariat consiste dans la manière d'appliquer la Démocratie, non dans son abdication, cela doit être l'œuvre de la classe ouvrière, non d'une petite minorité dirigeant au nom de la classe* ». A la veille d'être assassinée par d'ignobles soudards, en janvier 1919, l'admirable femme affirmait encore : *que la Ligue Spartacus ne veut pas prendre le pouvoir par dessus la tête ou par l'intermédiaire de la classe ou-*

vrière. La Ligue ne prendra jamais le Pouvoir, autrement que par la VOLONTE CLAIREMENT EXPRIMEE ET SANS EQUIVOQUE, DE LA GRANDE MAJORITE DES TRAVAILLEURS DE TOUTE L'ALLEMAGNE ».

Le débat n'est pas clos. Bornons-nous, ici, à répéter qu'il n'est pas « *de dictature progressiste* »... il y a même antinomie dans les termes. Une dictature devient obligatoirement conservatrice, après la brève transition révolutionnaire... et se caractérise toujours, en fin de compte, non par son programme et ses fins... mais par les éléments qui la constituent, qui l'ont imposée, qui la contrôlent... et surtout *qui la prolongent au-delà des nécessités provisoires et accidentelles qui l'ont engendrée*.

Roger HAGNAUER.

P.S. — La place me manque pour traiter de « *l'Asie contre l'Europe et l'Occident* ». Là encore, le débat ne sera pas rapidement clos.

DICTATURE RÉVOLUTIONNAIRE ET DICTATURE RÉACTIONNAIRE

— « *Le premier devoir de ceux qui éduquent les adolescents est d'élever en eux le citoyen, c'est-à-dire l'homme hostile au pouvoir.* »

SOLJENITSYNE.

Ce qui suit est écrit (un peu à la va comme je te pousse) à propos de l'article de Pierre Rimbert paru dans le numéro de mai de « *la R.P.* » : « *Il y a dictature et dictature* ». Entre une dictature réactionnaire et une dictature révolutionnaire, nous dit Pierre Rimbert, un révolutionnaire ne peut ni rester indifférent, ni refuser un choix. Et ce choix ne peut être qu'en faveur de la dictature révolutionnaire, alors même cependant que la dictature la plus révolutionnaire devient inévitablement réactionnaire et qu'elle doit en conséquence être critiquée et abattue. Mais contre une dictature réactionnaire, nous devons prendre sa défense. Parce que, rappelle Rimbert, quand on veut juger une dictature, disait Jaurès, il faut voir si, objectivement révolutionnaire, elle va dans le sens de l'histoire, ou, objectivement réactionnaire, contre l'histoire.

Les événements politiques qui se déroulent depuis avril 1974 au Portugal nous proposent un bon exemple de dictature révolutionnaire succédant à une dictature réactionnaire (encore qu'Alvaro Cunhal — le leader communiste doit savoir ce dont il parle — non seulement nie que le régime instauré par le MFA ait un caractère dictatorial, mais affirme même que ce serait une calomnie que de vouloir assimiler l'extension éventuelle du rôle du MFA dans le processus que vit le pays à une dictature militaire !). Rien de plus normal donc que d'avoir, dans un premier temps, accordé un préjugé favorable à la révolution des œillets (qui, jusqu'à présent, n'aurait fait que trois morts, ce dont il faut la louer), sans cependant perdre de vue l'avertissement de Rimbert : la dictature la plus progressive devenant inévitablement réactionnaire, tout révolutionnaire conséquent doit défendre les régimes démocratiques, donc, dans le cas portugais, n'est-ce pas, être actuellement aux côtés de Mario Soares dans son difficile combat de critique et de sape du MFA (que soutient au contraire le parti communiste) ? C'est en effet la question que je me pose personnellement, de même qu'en 1963-1964, je me demandais, en Algérie — dont les prisons étaient à l'époque (au moins dans le Constantinois où je me trouvais) si pleines de « *politiques* » (dont beaucoup n'étaient pas des « *collabos* » mais des militants de l'UGTA) qu'il n'y avait plus de place pour les « *droit commun* » — si le vieux rad-soc Ferhat Abbas n'aurait pas été préférable au bouillant Ben Bella. Et depuis, le remplacement

de celui-ci par le froid Boumediène n'a pas mis un terme à mon interrogation de « *révolutionnaire conséquent* ».

Poursuivant ses réflexions, Rimbert exprime l'avis que c'est pour ne pas avoir compris qu'un régime de démocratie politique même plus conservateur socialement qu'une dictature progressive doit être préféré à celle-ci, que des syndicalistes français ont choisi en 1940-1944 la collaboration avec l'occupant parce que les démocraties anglaise et française étaient plus conservatrices socialement que la dictature nationale-socialiste, et que c'est pour la même raison que nombreux sont, dans les milieux ouvriers, ceux qui prennent actuellement parti pour les dictatures arabes contre la démocratie israélienne.

Sur le premier point relatif aux syndicalistes dont certains sont allés fort loin dans un genre de collaboration qui ne fut pas particulièrement glorieux, il y a peut-être une part de vérité dans l'explication de Rimbert, mais ne peut-on pas penser plutôt que les intéressés, pris de vertige comme tout le monde le fut plus ou moins à cette époque, vertige, par exemple, de l'exode délirant de juin 1940) ont cru surtout qu'il n'y avait pas d'autre issue que de choisir entre la dictature hitlérienne et la dictature stalinienne et préféré délibérément celle-là à celle-ci, la peste au choléra. (Comme c'était d'ailleurs succomber à un autre vertige et prendre des risques insensés que choisir, inversement, de combattre la dictature noire de Berlin aux côtés de la dictature rouge de Moscou.)

Sur le deuxième point, par contre, il me paraît contestable d'expliquer le pro-arabisme de certains par une prétendue avance sociale des dictatures arabes par rapport à la démocratie israélienne. Je pense plutôt que c'est le contraire qui est vrai et que la condition ouvrière est moins insupportable en Israël que, par exemple, en Egypte ou en Syrie.

Quant à l'attitude du mouvement ouvrier français pendant les deux guerres mondiales, attitude qui sert d'ultime (et contestable) illustration à Rimbert dans sa prise de position (sur laquelle je suis d'accord) en faveur des régimes démocratiques par rapport aux régimes de dictature, je remarque que Rimbert oublie curieusement parmi les belligérants de la première guerre mondiale la Russie tsariste et parmi les belligérants de la deuxième la Russie stalinienne. Alors que la

mauvaise conscience et la honte ressentis (après coup) par le mouvement ouvrier français pour avoir « marché » en 14-18 peuvent s'expliquer — au moins partiellement — parce qu'il a accepté de se battre du même côté que les armées réactionnaires du tzar, et sa fierté pour avoir participé aux combats de 44-45 parce qu'il a lutté dans le même camp que les armées progressistes de Staline.

J'avoue, quant à moi, être toujours pénétré de cette honte et étranger et insensible à cette fierté. Non, il n'y a pas dictature et dictature ; si la dictature la plus révolutionnaire devient inévitablement réactionnaire, comme le dénonce Rimbart, c'est que c'est dans la nature de la dictature, comme dans celle du pommier de faire des pommes. Je ne connais qu'un combat qui va droit dans le sens de la libération de l'homme, c'est celui contre : pouvoir, hiérarchie, appareil, distinction dirigeant-exécutant. Pas besoin de guillotine pour ce combat, un bon bulldozer suffira. Révolutionnaires ou réactionnaires, toutes les dictatures préparent objectivement l'avenir par l'égal dégoût qu'elles finiront par inspirer.

Dégoût malheureusement encore très insuffisamment ressenti, tant nous sommes « imprégnés par les tares du régime » (Simone Weil). « Nous », c'est-à-dire non seulement les masses, mais encore les esprits les plus libres et même les plus libertaires. Qu'on en juge par ces quelques exemples :

« Si la centralisation est bonne pour la classe dirigeante, ne doit-elle pas l'être pour la classe ouvrière ?... Sans doute nous sommes fédéralistes, sans doute nous ne devons cesser de revendiquer l'autonomie communale, la division des pouvoirs, la diminution de l'autorité centrale ; mais ces revendications, devons-nous les appliquer à nous-mêmes ? Evidemment non, sous peine d'être nos propres dupes. » (Fernand Pelloutier.)

« Avons-nous intérêt à gagner la guerre ? Alors, quels que soient les idéologies et les « credos » des travailleurs et des organisations auxquelles ils appartiennent, pour vaincre ils doivent utiliser les mêmes méthodes que l'ennemi et particulièrement la discipline et l'unité. Avec de la discipline et une organisation militaire efficace nous vaincrons à coup sûr. Discipline pour ceux qui combattent au front et à leur poste de travail, discipline partout, telle est la base du triomphe ». (Garcia Oliver.)

« Comment pourrait-il y avoir rupture de continuité dans la vie sociale, puisqu'il faut ... commander et obéir tous les jours et que cela ne peut se faire aujourd'hui que sous des formes sensiblement semblables à celles d'hier ? » (Simone Weil.)

« ... Gouvernement révolutionnaire muni de pouvoirs dictatoriaux illimités... Armée non pas de francs-tireurs, mais régulière... Désigner des chefs... Instituer une hiérarchie révolutionnaire... » (Bakounine.)

Mais Bakounine écrivait aussi : « Fatalement, ce principe maudit (l'autoritarisme) se retrouve comme instinct naturel en tout homme sans en excepter les meilleurs. Chacun en porte le germe en soi, et tout germe, on le sait, par une loi fondamentale de la vie, doit nécessairement se développer et grandir, pourvu qu'il trouve dans son milieu des conditions favorables à son développement. Ces conditions, dans la société humaine, sont l'ignorance, l'indifférence apathique et les habitudes serviles des masses ; de sorte que l'on peut dire à bon droit que ce sont les masses elles-mêmes qui produisent ces exploités, ces oppresseurs, ces despotes, ces bourreaux de l'humanité dont elle sont les victimes. »

On n'est donc pas sorti de l'auberge. Mais on en sortira : « lorsque l'opinion aura mûri et avec le moins possible de troubles » (Kropotkine).

Jean TEILHAC.

NUL NE PEUT SERVIR DEUX MAÎTRES

Avec ou sans chapeau l'article de Rivière aura retenu l'attention. Il n'est guère de problème, de ceux que se posent les militants révolutionnaires, qu'il n'aborde.

Rivière milite à F.O., adhère au P.S. participe au CERES, collabore à « la R.P. ». Tant d'attaches et si diverses, d'aucuns y subodorent contradiction. Que Rivière se rassure. Au sens qu'ici il prend contredire est un verbe réfléchi. Un homme SE contredit si ses actes démentent ses paroles. Un parti SE contredit si prétendu démocrate il se démasque autoritaire. Mais, visière levée, fort de ses convictions et sa bonne foi, où qu'il aille, où qu'il soit, le militant a droit à la parole. Il a ce droit ou devrait l'avoir dans son syndicat. Il a ce droit ou devrait l'avoir dans son parti. Il l'a ou devrait l'avoir partout ailleurs : à la tribune, sur la rue, au désert, jusqu'aux enfers.

Rivière s'arme de références. En premier de la « Charte d'Amiens ». Pour mesurer son exacte portée et sa juste importance, il faut la situer dans son temps, la commenter dans son contexte. Au départ la « Charte » était une « motion » (pas la seule) qu'une minorité soumettait au vote de l'ensemble des congressistes. Depuis trois quarts de siècle que tout un chacun l'invoque elle a changé de nom, a pris du galon, est devenue « déclaration de principes », argument d'autorité. Tenons-la pour ce qu'elle est : un document majeur portant témoignage. Témoignage d'un moment de la vie de la C.G.T., de l'histoire du mouvement ouvrier. Qui met l'accent sur l'ambiguïté des rapports entre syndicats et partis politiques.

Le siècle avait six ans. L'orgueilleuse bourgeoisie se jugeait parfaite et définitive. Elle était satisfaite de soi, contente de son sort. De l'Empire elle tenait son Code

Civil garant de la propriété privée. De la Révolution elle gardait le principe d'égalité : même charbonnier serait maître dans sa maison (s'il avait une maison). Le Droit était censitaire et le vote plural.

La grande peur, séquelle de la Commune de Paris, devenait souvenir. La terreur qu'elle engendra devenait répression. L'opposition ouvrière se réorganisait, des Bourses du Travail aux syndicats corporatifs. Parallèlement des partis se créaient sous l'étiquette « socialiste ». Les uns et les autres prônaient la révolution. Était-ce la même ? En tout état de cause ils allaient manœuvrer sur d'autres terrains, suivre d'autres itinéraires, user d'autres moyens. Les syndicalistes voulaient **sur le terrain économique détruire toutes les formes d'exploitation et d'oppression** (c'est le mot à mot de la « Charte »). Comme moyen d'action : la grève générale. Les socialistes entendaient s'emparer du gouvernement par la voie parlementaire. Leurs moyens d'action : le bulletin de vote et le suffrage universel.

En bref, les uns voulaient détruire l'Etat, les autres le voulaient conquérir. C'était bien autre chose qu'une querelle de mots.

Que les temps sont changés.

La Propriété que le Code protège n'est plus privée. En disposent des autorités diverses aux pouvoirs d'autant plus étendus qu'ils sont moins précisés. Pour raison d'hygiène ou motifs d'urbanisme, hôtels de maître autant que taudis sont expropriés, livrés aux « bulldozers », remplacés par des immeubles-tours à vocation administrative.

Le patronat détenteur du capital, propriétaire des moyens de production, exploitait la main-d'œuvre. L'exploiteur avait un nom et un visage. Le capital s'est dilué

De la bande Baader aux "brigades rouges" italiennes

(SUITE)

Les choses vont très vite en Italie, et avant de continuer notre panorama analytique des différents groupes terroristes qui se manifestent dans la péninsule, il nous faut apporter déjà quelque correctif à nos dires précédents. L'événement est en effet venu démentir l'hypothèse que nous avions formulée que les « Brigades rouges » n'avaient pas été jusqu'alors compromises dans des « enlèvements », uniquement réalisés pour alimenter la caisse de leur organisation, en dehors de tout caractère politique proprement dit ! Pour les NAP (Noyaux armés prolétariens), plus particulièrement agissant dans la région de Naples, il n'y avait déjà plus doute, à ce sujet !

Les « Brigades rouges » se sont illustrées tragiquement au début du mois de juin en enlevant le fabricant de vermouth Gancia, également le roi de l'**asti spumante**, prétendant ne le rendre à la liberté que contre le versement d'une rançon d'un milliard et demi de lires, ce qui, malgré la dépréciation de la devise italienne, leur eût laissé un peu plus d'un milliard d'anciens francs. C'est le denier qu'avait tiré en décembre 1974 les Napistes napolitains, de l'enlèvement d'un riche personnage de l'endroit. Somme à partir de laquelle, ils ont mené toutes sortes d'opérations, la plupart tournant à la catastrophe — leurs « artificiers » sautent la plupart du temps en préparant leurs machines infernales ! — hormis l'enlèvement d'un magistrat, réalisé, celui-là, à des fins strictement politiques, et qui fut pour eux, un petit succès, à la fin du mois de mai. Succès payé depuis par des arrestations multiples et qui n'ont pas fini de déferler !

Pour l'affaire Gancia, l'issue a été tout de suite désastreuse pour les « Brigadistes », qui jouent présentement de malheur, alors que l'année dernière ils avaient paru tenir assez longtemps les pouvoirs publics en échec. Notamment au moment de l'enlèvement du juge Sossi, piste que toutes les polices conjuguées n'avaient pu de longtemps remonter, puisqu'elles n'ont abouti que très récemment. La chasse à l'homme bat maintenant son plein comme elle ne l'a jamais battu, et le glas n'est peut-être pas très éloigné de sonner pour Renato Curcio, outlaw plus que jamais voué aux entreprises désespérées. C'est de justesse qu'il a pu échapper aux battues organisées après le rapt de ce Monsieur Gancia, récupéré sain et sauf par les carabinieri dans une ferme isolée, mais après une rencontre à feu ouvert au cours de laquelle un officier de police et la femme même de Renato Curcio, Margharita Cagol, lauréate en sociologie, comme son mari, de l'université de Trente, trouvèrent la mort.

Tout ce que l'Italie peut receler de vocations déclarées ou secrètes au mouchardage est maintenant à l'ouvrage et ce serait miracle que ce Curcio pût échapper longtemps à un tel flot de civisme !

Les **Brigades rouges** et les **Noyaux armés prolétariens** pouvant être tenus pour les principaux de ces groupes, qui ont cru trouver dans le terrorisme un recours contre la carence, ou ce qu'ils estiment telle, des grands partis de gauche traditionnels, sans en omettre la Gauche dite extraparlementaire. Qualification, celle-ci, qu'il faut bien se garder d'interpréter, par une pente qui pourrait paraître aller de soi, dans le sens d'« antiparlementaire », tous les ténors de ladite Gauche, brûlant tous, peu ou prou, d'être représentés un jour à Montecitorio (la Chambre italienne) ou dans quelque autre simulacre « régional », « provincial » ou « communal », comme on en est à élire à tours de bras, à tous les échelons. Il est à remarquer d'ailleurs, pour attester encore du caractère non anarchiste de l'actuel terro-

risme italien, que les membres des NAP sont pour la plupart des transfuges du groupe **Lotta continua**, un instant à la pointe de l'extrémisme non aligné, mais qui vient **sagement** de faire voter ses ouailles pour le P.C.I. de Berlinguer, aux récentes élections, refusant même de s'unir avec les gens du **Manifesto**, eux aussi électoralistes, mais encore attardés sur des positions hostiles au compromis historique !

Reprenons l'énumération des « groupuscules » qui signent par intermittences des attentats mais dont aucun n'a encore jamais eu le relief de ceux qu'on capitalise, à tort ou à raison, à l'actif des Brigades rouges ou des Nap !

Il y a donc encore des **Nuclei armati rivoluzionari** (Noyaux armés révolutionnaires), qui ont surgi surtout dans le Milanais, et qui datèrent leur naissance du lendemain du coup d'Etat chilien, en incendiant dans la banlieue de Milan, le siège de l'ITT et de la Panamerican Airways.

D'autres « Noyaux » encore, dits ceux-là **Nuclei rivoluzionari comunisti** sont apparus en octobre 1974, prétendant eux, se définir par rapport à une des victimes de Pinochet, le leader du M.I.R., Miguel Enriquez.

Une Volante rouge (**Volanta Rossa**) existe aussi, localisée apparemment à Sesto San Giovanni, une sorte de Saint-Denis de la banlieue rouge de Milan, mais dont les exploits ne paraissent pas avoir dépassé les raids à main armée contre les sièges locaux d'organisations syndicales « néo-fascistes » (CISNAL).

Ajoutons encore une organisation qui marque son passage, manifesté surtout par des incendies de firmes « multinationales », par le slogan **Senza tregua per il comunismo** (Sans trêve pour le communisme), qui lui tient lieu de tout !

Terminons sur ce fleuron, le plus beau de la couronne, et qui concernerait un dernier-né, tout frais baptisé à Gênes, les G.A.S., autrement dit les **Groupes d'Action Staline** !

C'est l'**Unità** elle-même, l'organe du Parti Communiste, qui nous en apporte dans son numéro du 10 juin, avec un effroi qu'on imagine, la révélation. De quoi ajouter encore à l'antistalinisme feint, qu'il est de bon ton d'arborer dans la maison. Peut-être que quelques futurs pilliers de coffres se sont-ils avisés, après tout, que Staline avait été un précurseur dans le domaine, en aidant le fameux Kamo à « exproprier » autrefois les fonds de la banque de Tiflis !

Pour mettre le comble à la confusion, convenons qu'il n'est pas toujours facile de distinguer entre « criminalité » politique et délinquance ordinaire. Souvent des **mafiosi** ou des individualistes travaillant à leur compte doivent trouver expédient de déguiser leurs coups sous des désignations politiques de fantaisie ! Pourtant la « structure » des « Brigades rouges » paraît assez nettement tranchée, pour qu'il y ait opportunité à usurper leur étiquette !

Tous ces phénomènes d'**anarchie spontanée**, comme eût dit l'illustre Taine, employant évidemment le mot anarchie dans une acception qu'Elisée Reclus ou Kropotkine eussent récuser, ressortissent naturellement à de multiples causes, qui seraient longues à exposer, mais dont tout le monde veut refuser l'évidence.

Les communistes plus particulièrement, qui (et pas seulement les officiels mais souvent aussi les dissidents des différentes cuvées) ont là-dessus une explication toute faite, sucée dès leur première tétée « marxiste » (en vérité c'est calomnier Marx que de le mêler, même

abusivement, aux racontars de ces messieurs, mais, hélas ! les mots ne font fortune généralement que dans un sens dégradé, sinon même totalement contraire à la signification originelle) : il ne peut s'agir que de « provocateurs », suscités par l'ennemi pour déconsidérer l'honnête parti des travailleurs ! La conception policière de l'histoire fera partie éternellement du confort intellectuel de tout communiste qui se respecte, et on reste étonné de voir combien souvent elle imprègne encore des gens qui passèrent par le communisme voici quarante ans, apparemment revenus de tout mais qui n'ont pu cependant se laver le cerveau à cet égard !

D'ailleurs nos communistes de stricte observance, et cela particulièrement en Italie, ont trouvé chez les maoïstes, des concurrents et même des enchérisseurs, qui trouvent le moyen d'ajouter encore aux stéréotypes traditionnels. La presse de droite italienne fait d'ailleurs ses délices, et aussi ses choux gras, de la littérature que les sectateurs de Pékin, aussi stipendiés que ceux de Moscou, publient là-bas. Leur journal, **Stella Rosa** (l'Etoile rouge) atteint dans cette question du terrorisme des sommets délirants, l'alpha et l'oméga de toutes choses se trouvant naturellement, dans les mains du K.G.B. selon ces observateurs perspicaces.

Au fond, il est triste de constater que la disposition intellectuelle est partout la même et qu'il en fut peut-être de tout temps ainsi. Benjamin Constant, disait pour son époque, que quand l'esprit ne pouvait trouver d'explication recevable à un événement quelconque, il n'était plus que de sonner les Jésuites ou les Francs-Maçons, qu'ils ne manqueraient pas d'apparaître et qu'au goût du preneur, les uns ou les autres tiendraient lieu de tout !

De nos jours, notre entendement défaillant peut toujours recourir à d'autres sortilèges, les Jésuites ou les francs-maçons, étant passés de mode, tout au moins comme marchands de mort subite ; des commodités nouvelles sont là, tout aussi magiques pour dissiper toute obscurité se présentant à nos cerveaux affaiblis : C.I.A. ; Intelligence Service ; K.G.B. ; S.D.E.C.E. ; D.S.T., etc.

Institutions certainement malfaisantes mais auxquelles on a tendance à prêter tout de même un peu trop.

L'Italie n'est pas en reste pour la fantasmagorie explicative. Elle a un service secret, le S.I.D., qui a déjà changé plusieurs fois d'enseigne et qui en changera encore, le scandale étant permanent dans la baraque, comme dans toutes les officines de même genre à travers le monde ; à quoi on remédie de temps à autre par un nouveau badigeon sur la façade, qui permet de recommencer comme devant.

Ce S.I.D. est naturellement une providence pour la presse, en peine de raisons plausibles, et nos chers communistes ne sont pas les derniers à le présenter comme le commencement et la fin de toutes choses !

Malheureusement l'Italie étant considérée comme une contrée mineure, les exploits du S.I.D. (Servizio d'Informazione Difesa) ne viennent pas jusqu'à nous. C'est dommage, car il y aurait de quoi se repaître autant qu'avec ceux de la C.I.A., tout au moins pour le comique, les malversations, les tripotages et les chantages de toute nature !

C'est à cette officine mal famée que la presse italienne veut rapporter souvent l'origine du terrorisme plutôt que de chercher dans la pourriture générale du régime, et dans la démoralisation qui s'ensuit dans toutes les classes, les causes profondes de l'explosion, qui ne fait que de commencer d'embraser l'Italie.

Les parlementaires, discrédités autant qu'on peut l'être par cent affaires de corruption, et de surcroît atteints du crétinisme spécifique, si bien diagnostiqué par Marx autrefois, ont cru récemment exorciser le phénomène, par le vote d'une nouvelle loi sur l'ordre public, loi qui copie par beaucoup de côtés celle que la République fédérale allemande a prise récemment à propos de la bande Baader-Meinhof. Illusion. Cautére sur jambes de bois ! Tout laisse croire que le terrorisme italien n'est pas encore au plein de sa vague, et qu'il y a même risque d'une prochaine italianisation de l'Europe.

A. CROIX.

“ MÉMOIRES ” ET MÉMOIRE DE LÉOPOLD TREPPER

Antérieurement à l'affaire Rosenberg, qui défraie aujourd'hui la chronique et qui la défraiera encore longtemps, le cas de Léopold Trepper, tenu, lui, pour un agent authentique et qui entend en tirer gloire et honneur, avait également requis l'attention publique, et en soulevant d'identiques remous !

L'intérêt était venu, très exactement comme pour les Rosenberg, d'une projection à la télévision, sauf que pour Trepper il ne s'agissait pas d'un plaidoyer absolu, même s'il eut l'habileté de tirer de l'occasion tout le parti souhaitable pour sa propre cause. Parti qui consistait d'abord à relever son image de marque, que certains ne voulaient pas croire aussi immaculée, qu'il le prétendait, vu la dizaine de mois qu'il avait passés sans trop pâtir, dans les mains d'un commando spécial préposé par Himmler à l'anéantissement de l'Orchestre rouge, et pourvu, comme on le croira sans effort, de tous les moyens *ad hoc* ! Dix mois pour Trepper d'une vie de château relative, dans une villa de Neuilly, qui abritait aussi d'autres personnes de bonne compagnie, à ce qu'il rapporte, tels André François-Poncet et Albert Lebrun. Tout cela pendant que d'autres exécutants de moindre importance de l'Orchestre rouge connaissaient le sort tragique qui est celui du petit personnel, partout et toujours ! Bonheur encore exceptionnel, Trepper, trompait la vigilance d'un des « tortionnaires » affectés à sa garde, et réussissait une évasion, comme jamais aucun prisonnier n'avait osé ou n'osera en rêver.

Après quoi, on comprendra que ses employeurs so-

viétiques, l'ayant récupéré, se poseront toutes sortes de questions. Même moins systématiquement défiant, comme ils le furent toujours, on peut admettre qu'une certaine perplexité pouvait être de mise, chez les augures du Kremlin, qui au travers de multiples officines (4e bureau de l'Armée rouge ; N.K.V.D. ou K.G.B. (selon l'heure) ; ou Komintern) « font » dans le « renseignement » !

C'est que Trepper, pour répondre à toutes les suspensions qui s'élevèrent à son propos, prétend avoir « doublé » avec maestria, les Gestapistes chevronnés et les maîtres espions de l'Abwehr, qui eurent tâche de le triturer après son arrestation, en novembre 1942, à Paris, non sans y laisser quelques plumes, mais secondaires, au regard du jeu du « grand jeu », qu'il entama dès la première minute où il fut au pouvoir de l'adversaire.

Le « Grand Jeu », tel est le titre d'ailleurs qu'il a donné aux *Mémoires*, qu'il vient de publier chez Albin Michel. *Mémoires* qui ne font d'ailleurs que répéter, pour le principal, le *bestseller* que lui consacra, un historiographe enthousiaste de sa personne et de sa cause jusqu'à l'idolâtrie, Gilles Perrault, l'auteur de *Orchestre rouge*. Encore que les deux problèmes se posent différemment, on peut même dire que Gilles Perrault aura été pour lui ce qu'Alain Decaux veut être pour les Rosenberg !

Après tout, peut-être même Trepper dit-il vrai ? Les gens du « renseignement » sont une étrange faune avec

une « déontologie » spéciale, comme on dit aujourd'hui, car parler d'une « éthique » dans leur cas, serait encore ajouter à la prostitution des mots, à laquelle on n'a que trop tendance déjà !

Les états-majors ne se tirent pas dessus, disait-on, durant le premier conflit mondial, et sans doute l'axiome avait-il déjà valeur de fait bien avant qu'on s'avisât de le consacrer dans ce raccourci éloquent !

Probablement, dans leur sphère obscure et supérieure, les espions, ou plus euphémiquement les professionnels du « renseignement » ont-ils fait leur et depuis longtemps cette sagesse. Bien sûr, il y a encore des victimes, pour le « communiqué » et pour que l'emploi, et surtout les copieux budgets qu'il implique, trouvent une raison d'être auprès des cochons de payants.

En conséquence, Trepper, aux mains de ses « homologues » allemands, flattés d'une telle prise, se trouva-t-il traité en grand seigneur. N'était-il déjà pour ses propres affiliés le « grand chef » ? La prise était d'importance et tous les téléscripteurs avaient crépité des bulletins de victoire transmis à Berlin, après sa capture. A aucun moment, il ne pouvait être question d'une prompte justice. Il fallait en tirer tout le possible de substantifique moelle.

Mais l'aventure allait au-delà des marchandages et des révélations tirées graduellement du vaincu, en conjuguant la persuasion à la contrainte, à défaut de l'avoir « retourné » d'emblée dès le premier moment. A ce propos, une remarque s'impose, au travers du récit de Trepper, confirmé sur ce point à peu près par tous les auteurs qui ont traité de l'*Orchestre rouge*, tous les officiers soviétiques authentiques (Efremov, Kent-Serra-Sokolov, etc.) se mettent à table d'entrée de jeu, dès qu'ils sont pris, au rebours de vieux routiers du Komintern, qui, s'ils s'effondrent, ne le font souvent qu'après d'indicibles tortures.

Le « Grand Jeu » de Trepper, selon son dire, va s'élever des contingences, au demeurant vulgaires, du « renseignement » jusqu'aux hauteurs suprêmes de la diplomatie. Il croit avoir discerné, les revers et les contretemps s'étant accumulés en Russie pour la Wehrmacht, durant l'année 1942 et le début de 1943, que ses interlocuteurs du S.D. et de l'Abwehr, s'autorisant sans doute de l'opinion, sans nul doute discrètement formulée et niable à tout moment, de très hauts personnages dans la hiérarchie du 3^e Reich, cherchent un joint du côté soviétique pour moyenner une éventuelle paix séparée ou un renversement d'alliances. Et à tort ou à raison, Trepper, le « grand chef », leur apparaît, par l'importance qu'il lui suppose dans l'appareil secret soviétique, probablement plus grande même que celle que les Russes ne sont disposés à lui accorder, comme une passerelle possible pour des tractations « bismarckiennes » dans ce sens. Thème que cultive Trepper, qui se flatte peut-être beaucoup dans le domaine. En tout cas, tous les « pianistes » de l'*Orchestre retournés*, avec ou sans l'assentiment de Trepper, qui n'a pas eu à être sollicité, quand les arrestations ont eu lieu, avant la sienne, émettent à l'intention de Moscou, un « spielmatériel » (matériel de jeu, constitué de vrai et de faux), dont on ne sait s'il est pris là-bas pour argent comptant. Là-dessus encore, Trepper se vante d'avoir si parfaitement donné le change aux Allemands, que Moscou ne pouvait manquer de savoir qu'il travaillait dorénavant sous contrôle ! Il aurait pu notamment, au travers d'une manœuvre très compliquée, où les Allemands, plus bêtes que nature, se seraient encore laissés jouer naïvement, prévenir Moscou, grâce à un rapport rédigé subrepticement et glissé à un agent de liaison qui l'aurait transmis à Jacques Duclos, qui avait ses filières particulières pour communiquer avec le Kremlin. On en est réduit à cette affirmation, l'affaire n'étant pas de celles que le défunt Jacques ait jugé bon d'éclaircir dans ses propres *Mémoires*. En tout cas, si Trepper dans la besogne « spéciale » qu'il développa en France sous l'occupation, eut lieu de chercher quelque liaison avec le Parti communiste, c'est toujours le nom de Jacques

Duclos qui vient sous sa plume à ce propos ! Confirmation du rôle occulte qu'on supposa toujours au faussement débonnaire sénateur de la Seine !

Démêler ce qu'il peut y avoir de vrai ou de faux dans tout le butin ramassé aux dépens des Allemands, dont Trepper se targue, est au-dessus de nos forces. Bornons-nous à dire que tous les spécialistes du renseignement, égaux en cela aux prophètes qui opèrent hebdomadairement dans les feuilles du tiercé, ont toujours tout dit et tout prévu après le coup, et c'est quelquefois — rarement ! — vrai, à condition de trier dans cent informations ou cent pronostics, fournis simultanément !

Pour Trepper, il a d'ailleurs eu une concurrence immédiate, parmi les siens, puisqu'un réseau soviétique, une autre branche de l'*Orchestre rouge* — à ce propos, n'oublions pas que ce sont les Allemands qui ont inventé ce nom global et générique, *die Rote Kapelle*, pour tout l'ensemble des réseaux russes opérant en Europe —, peut arguer de résultats sensationnels, obtenus, il est vrai, dans des conditions moins périlleuses qu'en territoire occupé ! Il s'agit, du réseau *Dora*, que dirigeait un vieux aussi du Komintern, le géographe hongrois Alexandre Rado. Il a donné lieu aussi à littérature, mais les éditeurs moins habiles, faute de savoir-faire ou de faire-savoir, n'ont peut-être pas su en tirer tout le bénéfice qu'ils auraient pu.

Avant d'en terminer, nous voudrions toutefois montrer, sinon démontrer, qu'il convient de prendre le récit de Trepper avec précaution, car pour ce qui n'est pas du « renseignement » pur, domaine toujours conjectural, mais du connu, qui se pèse et qui se mesure, il lui arrive de se tromper fâcheusement !

Certes le souvenir est faillible, mais de là à ressusciter un mort et à restituer une conversation, exactement comme si vous y étiez, qu'on aurait eue avec lui, le procédé est plutôt singulier.

Et c'est celui dont s'avise Trepper à la page 280 de son *Grand Jeu* ! L'erreur serait mince et pourrait relever de la jurisprudence traditionnelle du *lapsus*, — on plaiderait généreusement la défaillance mémorielle et la substitution malencontreuse d'un nom et à un autre ! — n'était cette conversation, rendue mot à mot, qui ne peut avoir eu lieu dans aucun cas, et qui vient témoigner de l'inventivité romanesque de Trepper, inventivité qui doit bien se manifester ailleurs !

Le mort en question n'est autre que le célèbre bolchevik Alexandre Chliapnikov, que Trepper prétend avoir rencontré à Paris ; en 1945, dans l'avion — celui qui venait de ramener à Paris, Maurice Thorez ! et qui devait remporter vers Moscou, quelques personnages de choix, des « agents » pour la plupart, dont Moscou voulait éclaircir les « tours » !

Cédons-lui la parole :

« Les autres passagers étaient peu loquaces. L'un d'eux pourtant, un homme d'une soixantaine d'années, les cheveux blancs, la carrière trapue, dont les fortes mains montraient qu'elles étaient habituées au labeur, se présenta à moi.

« Camarade Chliapnikov... »

Chliapnikov ! La surprise était de belle dimension !

« Chliapnikov, le dirigeant de l'Opposition ouvrière ? — Lui-même... »

Ouvrier métallurgiste, vieux bolchevick, Chliapnikov avait animé avec Alexandra Kollontai, une tendance qui, dans le parti des années 20-21, prônait l'indépendance des syndicats à l'égard de l'Etat et défendait le droit de grève. Sa légitime fierté d'être un vrai prolétaire « aux mains calleuses » lui avait valu maints sarcasmes de Lénine qui avait lancé en pleine discussion « Comme toujours, le camarade met avant sa formation authentiquement prolétarienne... »

C'est pourtant Lénine, qui en dépit de son désaccord avec les thèses qu'il soutenait, avait pris sa défense au Comité central, au moment où il était question d'exclure l'Opposition ouvrière. J'étais persuadé que

Chliapnikov avait été emporté par la vague des purges comme tous les vieux bolchevicks.

Après la défaite de l'Opposition ouvrière, m'expliquait-il, j'ai quitté l'U.R.S.S. avec l'aide de Lénine et je suis venu m'installer à Paris où j'ai travaillé comme menuisier. La victoire de l'Armée rouge et mon attachement à ma patrie m'ont décidé à retourner dans mon pays. J'ai écrit à mon ami Molotov pour lui demander de m'y aider. Il m'a répondu par une lettre très chaleureuse en m'encourageant à y revenir. Je suis sûr qu'il viendra me chercher avec sa voiture à l'aéroport. Je suis très impatient de servir de nouveau le parti et le pays... »

Pauvre Chliapnikov ! assurément disparu dans les purges de 1937-38 et sans même qu'on puisse dire aujourd'hui encore la date exacte de sa mort, puisque Pierre Broué dans son *Parti bolchevique* nous donne un problème : 1943 ? alors que dans le plus récent *Dictionnaire du Komintern*, paru aux Etats-Unis, Branko Lazitch, donne sans hésiter 1937 (p. 367-68). Dans les deux cas, plusieurs années avant que Trepper eût pu échanger avec lui les propos qu'il rapporte ci-dessus avec une précision, que nous dirons « accablante » !

Il est à noter que lesdits propos inconcevables à tous égards dans le temps dit et avec l'interlocuteur prétendu, témoigne au moins d'une chose, c'est que Trepper

fut bien le bon élève qu'il dit avoir été de 1932 à 1935 d'une certaine université soviétique des « minorités nationales d'Occident », y méritant notamment la mention « excellent », sur le chapitre de l'*Histoire du Komintern*, ainsi qu'en atteste le certificat, qu'il publie à la page 355 de son livre ! Ses souvenirs scolaires auront suppléé à ses trous de mémoire, sauf sur quelques détails, dont nous ne lui ferons pas chicane, à savoir que Chliapnikov quand il revint à Paris, où il avait vécu avant 1914, ce ne fut pas à l'instigation de Lénine mais après la mort de celui-ci, et non pour reprendre son ancien métier, mais pour exercer des fonctions à l'ambassade soviétique, quelque temps après que la France eut renoué avec les Soviets, soit dans les années 1925-27 !

Reste que Trepper rencontra effectivement quelqu'un de pittoresque et de haut en couleur dans l'avion qui le rapatriait au paradis soviétique en 1945, le fait est attesté par Rado, et aussi par l'adjoint de celui-ci, Alexander Foot, historiens probablement plus véridiques que Trepper, mais que ce quelqu'un ne put avoir avec lui la conversation dans la teneur qu'il rapporte, car il n'avait nul besoin de prendre la défroque d'un autre, pour susciter l'intérêt.

Ce quelqu'un était le vieux terroriste Miasnikov, bolcheviste depuis 1906, dont il serait trop long de rapporter l'histoire aujourd'hui !

A.C.

A TRAVERS LES LIVRES

HISTOIRE DU PHENOMENE STALINIE

par Jean ELLEINSTEIN (chez Grasset)

Voilà un ouvrage extraordinaire. Il l'est parce qu'il est écrit par un membre du parti communiste, un historien communiste, et qu'on n'a jamais lu pareil étalage de crimes et de fourberies, même dans les pires tableaux que les diverses oppositions nous faisaient du stalinisme. L'auteur refuserait seulement ce dernier mot, il n'accepte que « phénomène stalinien », une sorte d'accident de l'histoire. Il écrit pourtant : « **L'histoire connaît peu d'exemples de duplicité et de provocation aussi énormes** » ! On en est convaincu quand on lit cette énumération d'assassinats précédés et suivis de grossiers mensonges qui ont pour but d'imputer aux opposants qu'on veut abattre les crimes qu'on a soi-même commis. Je répète que ce n'est pas moi qui dis cela mais, de la façon la plus explicite, l'écrivain communiste qui signe ce livre.

Il montre, il démontre que ce « phénomène stalinien » (puisque c'est ainsi qu'il faut dire) avait surtout pour but d'éliminer « la plupart des communistes », de détruire tout contrôle du parti communiste sur des décisions prises en dehors de toute espèce de comité central et même de bureau politique. Encore une fois, c'est l'auteur qui parle. Il ne nous fait grâce d'aucune statistique sinistre ; sur les 26 membres titulaires du dernier comité central du vivant de Lénine, il en dénombre 17 qui furent exécutés, assassinés, déportés. Mais cela apparaît dérisoire par rapport « aux centaines de milliers de victimes et nous parlons ici des exécutions et non de ceux qui disparaurent dans les camps de travail forcé » (p. 124). Et l'auteur écrit : « **on ne peut comparer cette terreur avec celle de la Révolution française, ni avec celle de la guerre civile et cela pour deux raisons. Elle n'était en rien justifiée par des motifs révolutionnaires et elle était incomparablement plus sanglante.** »

Pourquoi continuer ? Voilà sans doute le tableau le plus complet (le plus complet à cette date) des crimes et des turpitudes du « phénomène stalinien ». Mais alors ? Alors... eh bien ! M. Elleinstein nous assure que Staline n'en a pas moins « consolidé le socialisme ». C'est

Thermidor, disait Trotski ? Mais « **Thermidor c'était la continuation de la révolution bourgeoise avec d'autres formes, d'autres méthodes, voire d'autres hommes. Bonaparte consolida la révolution bourgeoise, de même que Staline continuait la Révolution socialiste** » !! (p. 97).

Ainsi donc il faut donner raison aux thermidoriens contre les Jacobins, à Bonaparte contre Robespierre et à Staline contre les bolchevicks !

Je vous avais prévenus : c'est un livre extraordinaire. Il ne nie rien, il en rajouterait presque si c'était possible, mais ce « phénomène » dont le promoteur régna un quart de siècle, était quand même beau et dans le bon sens de l'histoire. Nous avons là un nouvel exemple de la haute voltige intellectuelle et des immenses ressources de la dialectique !

Restent posées au moins deux questions. La première : comment expliquer que, dans notre pays où « le tissu démocratique » (pour parler comme Elleinstein) est plus épais qu'en Russie, les dirigeants du parti communiste aient développé un culte de la personnalité de Staline aussi débordant qu'il le fut (l'historien Elleinstein ne doit pas manquer de documents sur ce point) ; comment expliquer que tous ces crimes qu'il dénonce aujourd'hui, furent présentés et exaltés par eux comme des exploits renouvelés du chef génial et bien-aimé ? L'auteur est très discret à ce sujet. On trouve seulement une note en bas de la page 95 où on lit notamment ceci : « **Staline monta toujours ses procès avec une grande intelligence politique destinée à rendre crédibles les aveux des accusés** » !

On voit que la maladie est mal guérie. Pour rendre « crédibles » ces aveux, il suffisait de les fabriquer aussi énormes, aussi invraisemblables, aussi incroyables que possible ! Le plus fort est que notre auteur le démontre lui-même en de nombreux endroits de son ouvrage.

Deuxième question : ce « phénomène » stalinien, comment a-t-il pu naître et se développer aussi monstrueusement ? Sur ce point, l'auteur est beaucoup plus abondant. Il incrimine la minceur du « tissu démocratique » dont Lénine a hérité. Certes Staline perçait déjà sous Lénine, mais contre lui affirme Elleinstein. Nous lui donnerons acte que la discussion, ici, reste ouverte. C'est sur le terrain d'une bureaucratie foisonnante (ce n'est pas une classe, non, non !), d'un appareil d'Etat « envahi par d'anciens fonctionnaires tsaristes » (p. 42), d'une Guépéou peuplée « d'éléments douteux » (p. 72) que « le phénomène stalinien » naquit et prospéra. Le lecteur

s'interroge alors : les conditions d'existence de ce « phénomène » ont-elles disparu ? L'auteur pourrait-il nous jurer — comme Pierre Daix naguère — que le Goulag n'existe plus en URSS ?

Mais l'écrivain, membre du parti, est surtout occupé, après avoir cru libérer suffisamment sa conscience d'homme et d'historien, à nous démontrer que le socialisme n'est pas mort de toutes ces turpitudes qu'il nous décrit. Il en voit la preuve, comme nous nous y attendions dans la propriété « sociale » des moyens de production (il devrait dire « étatique »). Et, pour ce qui est de l'adhésion du peuple à ce régime qui dévore ses sujets, il s'appuie sur le comportement patriotique des peuples de l'URSS au cours de la terrible épreuve de la guerre contre l'Allemagne hitlérienne. Cet argument reste impressionnant, mais peut-être pas comme l'auteur le comprend. Sur cette question, l'histoire n'a pas refermé ses dossiers.

Sur l'ensemble de ce qu'il appelle « le phénomène stalinien », Elleinstein n'a sans doute pas refermé les siens. Je veux communiquer, aux camarades et à lui-même s'il accepte de l'entendre, la conclusion que j'ai tirée de la lecture de son ouvrage. Je crois qu'il s'est mépris sur les possibilités de liberté de pensée que lui laisse encore son parti. Déjà, des grognements significatifs se sont fait entendre du côté de ceux qui ont les clés de l'orthodoxie. Pour parler clairement, je crois que pour Elleinstein, les carottes sont cuites. Toutes ses précautions, ses explications justificatives plusieurs fois répétées ne lui serviront de rien. « Le phénomène stalinien » n'est pas mort. On le lui rappellera.

Je fais le pari suivant : Elleinstein ne vieillira pas au parti communiste. Je me trompe ? Alors, ce sera tant pis pour lui.

R.G.

*
**

LETTRE OUVERTE A UN SYNDIQUE

d'André BERGERON (Ed. Albin Michel)

Cette lettre au ton tranquille et pourtant assuré, Bergeron l'adresse à un syndiqué quelle que soit l'organisation à laquelle il appartient — mais pourquoi ne pas l'adresser à tout travailleur qui devrait se syndiquer ? Son but ? Expliquer, sans vaine polémique, ce qu'est « Force Ouvrière », ses implantations locales, départementales, nationales — son organisation : une soixantaine de permanents au sommet parisien — dix fois plus à travers la France — ses contacts internationaux avec les syndicats « libres ». Car F.O. se veut libre face aux pouvoirs politiques ou économiques, aux pouvoirs d'aujourd'hui comme de demain. Indépendant vis-à-vis de toutes organisations politiques, F.O. accueille des militants venus de tous les horizons et le socialiste Bergeron peut côtoyer l'anarchiste Joyeux, le trotskyste Lambert ou Arlette Laguiller, la candidate de Lutte Ouvrière — les côtoyer amicalement chacun exprimant sa pensée propre mais agissant selon les directives de son syndicat de base. Pas de consignes électorales — mais refus de se laisser engager dans des engrenages qui menaceraient son autonomie. Ainsi le Congrès F.O. recommande le « non » au plébiscite de de Gaulle en 1969 parce qu'il ne veut pas voir les représentants du syndicalisme dans un Sénat nouvelle manière, de même son congrès 1972 prend ses distances en les motivant à l'égard de l'autogestion.

Dans l'action, F.O. « essaie de manier le merveilleux enthousiasme de la jeunesse et les leçons de l'expérience... qui ne peut naître que des épreuves, des succès ou des échecs ».

Depuis onze ans qu'à la tête de F.O. il a succédé à Bothereau, après une formation acquise dans les organisations belfortaines, Bergeron s'est appliqué à prendre contact avec les hommes au pouvoir, de Jeanneney,

à Giscard et à Pompidou. Discuter avec eux, les éclairer sur la portée des décisions à prendre. Et il croit que plus d'une fois ces conversations ont influé sur les décisions prises. Par-delà ces contacts, il affirme que le recours à la grève, aux manifestations, est un droit sacré — mais trop important pour être galvaudé.

Enfin, prenant la défense du syndiqué-consommateur, Bergeron ne manque pas de dénoncer les publicités fallacieuses et de préconiser la lutte contre les circuits commerciaux fauteurs de vie chère et de profits scandaleux.

De quelle « philosophie » s'inspire Bergeron dans sa conduite de F.O. ? Celle-ci peut-on penser, le « Révolutionnaire parle de Révolution sans la faire ni la tenter, le réformiste, lui, décroche des réformes... ».

C'est une constatation d'évidence mais...

Mais pourquoi le Réformiste obtient-il des résultats — partiels ? Pour deux raisons : l'une objective, l'autre subjective.

La première c'est que les développements de la technique ont modifié les situations respectives du patronat et des salariés. Le salarié a cessé d'être quasi exclusivement un agent de la production qu'il suffit de payer au plus juste pour maintenir sa force de travail. La production de masse l'a conduit à être consommateur ; il faut pour le patronat que son salaire lui permette d'acheter les produits de son travail !

L'autre raison des succès réformistes c'est que la crainte de la Révolution est le commencement de la sagesse. Elle incite le capitalisme aux concessions marchandées et assez habiles pour servir de frein à l'action révolutionnaire.

Ainsi la pluralité des organisations syndicales aux conceptions différentes aboutit-elle en fait, depuis cinquante ans, à une série de réformes dont chaque Confédération syndicale s'arroge le mérite.

B. GIAUFFRET.

AU SECOURS DES ENFANTS-OTAGES TCHÉCOSLOVAQUES

Que faire ? « La R.P. » de mai 75 a publié un extrait du double de la lettre que j'adressais au Camarade Cornec. Mon souci était de tenter d'arriver à mobiliser l'opinion pour aboutir à cette libération. Une prise de position du CNAL à ce sujet serait importante, mais il faudrait aller plus loin. Il faudrait que le CNAL propose à l'ensemble des mouvements qui le soutiennent, syndicats (FO, CGT, CFDT), partis de gauche (PS, PC, PSU, Radicaux de gauche) et diverses autres organisations philosophiques, de prendre position à ce sujet.

Une prise de position de l'ensemble de ces mouvements, mobilisant l'opinion française, réussirait-elle à aboutir à cette libération ? Ce n'est pas impossible. Quoiqu'il en soit, ce qu'on peut appeler d'un terme large la Gauche française, aurait, à ce sujet, fait son devoir.

Je pense qu'il faut espérer pour entreprendre. En cas d'échec, il faut quand même espérer et encore entreprendre.

Si nous arrivions à obtenir la libération des enfants-otages de Tchécoslovaquie, je pense que ce ne serait pas un mince sujet de satisfaction.

Je vous demande donc de publier ce petit article dans « la R.P. » de juin en espérant que les camarades de « la R.P. » qui militent dans les Syndicats, Partis de gauche, organisations philosophiques et particulièrement au CNAL, pousseront à la roue pour aller dans le même sens.

F. RIVIERE.

POUR UN SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE DU XX^e SIÈCLE

Il y a environ un siècle, le syndicalisme révolutionnaire naissait. Il représentait, pour la première fois, l'union, l'organisation des ouvriers. Il avait pour but premier de faire reconnaître le droit à une union. Son programme à court et long terme était la lutte quotidienne pour l'amélioration matérielle et morale des travailleurs et son but le socialisme : la révolution. Il était entre les mains d'anarchistes et de socialistes sincères, et cela est très important. Le syndicalisme qui par essence, est révolutionnaire, a été jusqu'à la guerre de 1914 — on ne peut le contester — déterminant dans l'idée, dans l'amélioration, dans la réalisation du progrès social. Sa chute, sa désagrégation partielle ont été en partie dues à la guerre, mais aussi aux agissements du parti communiste. La classe ouvrière séduite, et il y avait de quoi, par la révolution russe se jeta, poings liés et yeux bandés, dans une organisation syndicale d'idée, de direction et de méthodes communistes.

La crise du mouvement ouvrier explosa en 1921. A dater de ce moment, le mouvement ouvrier était cassé, disloqué ; la faute en revenait pour une part au parti communiste. Et surtout, à compter de la seconde guerre mondiale, l'idée essentielle du syndicalisme révolutionnaire, représentée par la charte d'Amiens, en passant par les Bourses du travail de Pelloutier fut jusqu'à nos jours, oubliée par la grande majorité des travailleurs.

Je me souviens de ce passage, de ces phrases extraordinaires d'Henri Jeanson qui racontait une manifestation de 1^{er} mai interdite :

« 1^{er} mai 1919 : jour d'émeute. Paris a mobilisé toutes ses troupes, anarchos-syndicalistes en tête. La discipline des partis n'a pas encore réduit les militants à l'état de robot. La spontanéité n'est pas interdite par le règlement. On se bat à la gare de l'Est, on se bat à la Bastille, on se bat place de la République, au Quartier Latin, à la porte Saint-Denis on dresse des barricades. On descelle les châssis de fonte qui entourent les maronniers, on les brise contre le sol et leurs éclats font de terribles projectiles... Les hommes se battent, les femmes se battent, les enfants se battent. La police recule. J'ai sous les yeux le Paris de Vallès, le Paris de Blanqui, le Paris-Paname qui ne s'en laisse pas conter... »

Les communistes ont mis un demi siècle pour museler, pour sacrifier la classe ouvrière à un Parti qui, dirigé par Moscou, est l'un des engrenages d'une politique panslaviste.

Le syndicalisme aujourd'hui, est capable de défendre, de faire valoir les droits... Seul un syndicalisme « jeune », en un mot révolutionnaire, peut ramener le socialisme dans le droit chemin. Il lui suffit pour cela de saisir le nouveau style de vie, les nouvelles conditions, les nouveaux problèmes de l'ouvrier au XX^e siècle. Sa force est inépuisable, mais il doit adapter son expérience, sa théorie au présent.

Un fait particulièrement important s'est produit au cours des trente dernières années dans le monde du travail, de l'économie... C'est l'amélioration, l'épanouissement du capitalisme, par l'adaptation de l'internationalisme à son profit. On a vu, ces dernières années, des luttes syndicales à l'avance vouées à l'échec. Les syndicats savaient pertinemment que la lutte entreprise ne pouvait aboutir. Cette aventure s'est surtout vue dans l'imprimerie, où par exemple, faute de travail, on licenciait. Enfin ! c'était le prétexte ! les imprimeurs faisant faire les travaux à l'étranger, Pologne, Roumanie, Italie, etc... Il en est de même pour de grosses sociétés, ayant leurs usines et capitaux répartis dans de multiples pays. Ce système de « capitalisme international » arrivant à un tel point d'évolution, dirige, oriente, en un mot joue le rôle de l'Etat à tel point que l'on pourrait parler « d'Etat international » pour les problèmes primordiaux.

Pour opposer à cette nouvelle forme de capitalisme une action importante, efficace, le seul moyen est la reprise des relations internationales sur le plan syndical. A partir de là, le syndicat pourra mener des actions coordonnées, elles n'en seront donc que plus efficaces. De ce fait, les salaires, les revendications syndicales seront les mêmes dans chaque pays, ou tout du moins à la même échelle suivant les pays. Et des ouvriers ne pourront plus alors casser la grève d'autres travailleurs dans un autre pays sans même en avoir conscience.

Ces dernières années, de nouveaux problèmes se sont posés et de nouvelles revendications ont vu le jour. Jadis, la principale était le salaire, le logement. Maintenant tout au moins en ce qui concerne les pays dit évolués économiquement, les travailleurs envisagent de nouvelles améliorations. Il s'agit tout simplement, du milieu où l'on vit, de l'environnement, du cadre. Et c'est, bien entendu, le rôle du syndicalisme de chercher à résoudre ces nouveaux problèmes. En ce domaine, le plus important est, de loin, la construction des centrales nucléaires. Certains diront : Ce ne sont pas des problèmes syndicaux ! Comment tenir un raisonnement pareil ? Comment nier qu'il s'agit d'un problème syndical ? Car, en fait, n'est-ce pas au syndicat de défendre la vie, la santé des travailleurs, leur avenir, celui des milliers d'êtres humains. L'environnement, le lieu où l'on vit, où l'on travaille, la réduction du temps de travail, en un mot, le Temps de Vivre — de vivre bien — ne sont-ce pas là des problèmes essentiels ?

Au début du siècle, on pouvait mener des grèves très longues. A cette époque, la misère poussait, contraignait les individus à des actions dures mais indispensables à la survie. A ce point de vue, il est très remarquable d'ailleurs que la misère rend les gens solidaires. Mais il faut dire que le système capitaliste n'avait pas encore su attacher les hommes, les lier de telle façon qu'ils puissent agir sans la crainte de ne pouvoir, comme aujourd'hui payer les crédits de toutes sortes dont ils sont bien souvent accablés. Par le crédit, par tout un « confort » à acquérir coûte que coûte — « standing » oblige — le capitalisme tient l'individu. Les formes de luttes à mener ne peuvent donc être que différentes de celles de l'épopée syndicale. Le rôle du syndicalisme révolutionnaire est d'insister sur ce point. On peut par exemple en ce qui concerne la grève des postes mener une action avec le mot d'ordre « Postez vos lettres sans les timbrer », pour les transports en commun « Circulez gratuitement ». Mille formes de grèves, d'actions sont à découvrir.

Le rôle du syndicat est aussi de préparer les hommes au socialisme. La première chose à faire est de les rendre « responsables ». Ils doivent, en un premier temps, se séparer des partis politiques et redonner au syndicat un visage humain. Le syndicat doit être indépendant même sous un régime socialiste. L'idée de l'« étatisation », de « nationalisation » doit être abandonnée. Toute forme d'action où l'homme est dirigé, commandé, où il n'a aucun droit de regard, de jugement sur son avenir ne peut être retenue.

Seule l'idée ancienne de coopérative ouvrière en sa forme moderne nommée autogestion mérite une attention particulière.

Michel DESCARSIN.

Note de la rédaction : Nous avons dû reporter aux prochains numéros, des articles des camarades Agry, Aubery, Lamette. Ils n'auront rien perdu de leur actualité. L'abondance de la copie reçue et la limitation nécessaire du nombre de nos pages sont seules responsables de ce report.

UN GRAND CHEF !

Il y a désormais prescription. Le temps écoulé est assez long, depuis que Jacques Duclos comme tout un chacun peut être discuté et jugé... le fracas des obsèques est déjà loin. Ainsi que disait jadis un journaliste rossard Georges Clairét à propos de la mort de Romain Rolland « Enfin l'on va pouvoir dire du mal de lui ! » C'était au temps du « Journal du Peuple » qui, durant la guerre de 1914-18, sauva bien souvent l'honneur du pacifisme alors que « l'Humanité » sombrait dans le délire sanglant de l'Union Sacrée.

Pour les jeunes rappelons que Romain Rolland, dès le début des hostilités, publia un article fort courageux « Au-dessus de la Mêlée » (En Suisse — car en France la censure militaire étouffait tout !). Cependant — il faut reconnaître que dans l'œuvre littéraire de Romain Rolland — on pouvait ne pas aimer certaines choses —. A cause de son courage exprimé dans « Au-dessus de la Mêlée » condamnant tous les bellicismes — pour beaucoup il était devenu tabou — de là, la roserie de Georges Clairét.

En ce qui concerne Jacques Duclos, tout est à la fois plus simple et plus compliqué. Plus simple, parce que dans ses « Mémoires » après avoir été un chantre et un complice du Stalinisme, en Béarnais malin, il s'en tira par une pirouette élégante — à peine une page fort lénitive sur les méfaits du Culte de la Personnalité. Passez muscade ! Cela dit, le personnage ne manquait ni de rondeur joviale (les caricaturistes savaient en profiter — Sennep jadis — en particulier) ni de savoir-faire, surtout dans l'art oratoire — qu'il pratiquait bien en mêlant le bruit des cailloux de son gave natal, aux accents du Bel Canto pyrénéen. D'humble origine, produit d'une simple école villageoise, il avait acquis, par lui-même, une excellente culture générale. Il parlait fort bien l'espagnol, assez bien l'allemand, il comprenait aussi le russe pour lui obéir en toute circonstance.

Cependant, ce fils des environs de Lourdes — paraît-il, pays des miracles ! — en comptait un au moins en sa faveur. Il dirigea, durant l'occupation allemande de la banlieue parisienne, d'une villa mystérieuse, la Résistance communiste, sans jamais être vraiment dans la cible de la Gestapo. Hélas ! Gabriel Péri ne devait pas, pour son malheur, être à l'abri d'un aussi important matelas de protection — puisqu'il fut fusillé au Mont-Valérien. En un sens, la chance fort heureuse de Duclos, fut un beau et utile miracle — façon Lourdes ! Certes, Duclos a couru des dangers, mais pas plus que nous tous. Bien souvent, dans l'exaltation de notre haine antihitlérienne, c'est parfois au grand jour — dans la rue — que nous avons lutté, comme lors d'une manifestation du 11 Novembre 1943, à la sortie des usines Amiot, à Colombes, la Feldgendarmerie étant là ! Oui, beaucoup d'anonymes prirent des risques terribles.

Remarquons, en passant, que la plupart d'entre nous n'avaient pas attendu le partage de la Pologne entre l'URSS et le Grand Reich, pour condamner cette curieuse forme de socialisme internationaliste. D'autres que Duclos ont travaillé à la bataille dans l'ombre, contre l'occupant fasciste. Pour mémoire, ne citons que deux noms de militants que nous avons fréquentés à cette étrange époque — Albert Gazier — qui devint, par la suite, député et ministre. Il pensait, croyait et disait, qu'à la fin de la guerre les USA se battraient contre l'URSS (c'était plutôt glacial à entendre, dans un bureau à côté de Delsol à la Bourse du Travail). L'autre militant était Louis Saillant, qu'un destin extraordinaire, lui qui avait été considéré comme le dauphin de Jouhaux, devait transporter, d'une manière très slave, à la tête de la Fédération Mondiale des Syndicats (en ce temps d'après la guerre, la Russie et la Chine étant les colonnes maîtresses) de cette FSM.

Il est bon, pour parfaire le portrait de celui que

le PC vient de hisser dans son Panthéon des grands hommes, bien sûr, sur un socle de carton tricolore ; oui, il est utile surtout d'évoquer un souvenir personnel.

Je revenais de la prison militaire de Mayence (où nous avons mangé pas mal de fayots, en compagnie du cher Roger Hagnauer). C'était en octobre 1924, alors Mitterrand se nommait Herriot, et comme lui, était meilleur littéraire que libérateur ou contempteur de la société capitaliste. Les socialistes, interdits de parole à Paris, tentaient de reconquérir ce modeste droit dans les quartiers populaires. Un meeting SFIO se tenait à l'Eden Lyrique, rue d'Avron, dans le quartier du vieux Charonne, Blum devant être le principal orateur. Un certain Gaillard, rondouillet et administrateur du « Populaire » réussit à placer quelques mots comme président de séance, péniblement certes, au milieu du tohu-bohu, la salle était faite contre les socialistes. Blum voulut parler. Jacques Duclos, caché derrière une colonne, donna le signal. Alors le commando des jeunes communistes se précipita sur la tribune. Le pauvre Blum fut bientôt les quatre fers en l'air — comme l'on dit dans le peuple —. Le commando était dirigé par Schneider, un ouvrier de l'AOIP (Coopérative de travailleurs métallurgistes, dont notre ami Victor Delagarde fut Directeur). Schneider, bagarreur accompli, devait finir dans les rangs du PPF de Jacques Doriot. Ce n'est là qu'un petit fait, comme les aimait Stendhal, mais il éclaire une époque et explique bien le personnage de Jacques Duclos en particulier. Sa pâtisserie, sa rondeur, tout était excellent chez lui, mais l'enrobage sucré dissimulait bien autre chose. A la rigueur il savait imiter les procédés électoraux, que la Corse et la Martinique continuent d'exploiter, souvent avec maestria (1). Bien sûr, il s'agit là de vieilles affaires, une fois de plus la prescription légale est largement dépassée, cinquante ans cela fait trop pour ne pas se montrer indulgent, surtout, qu'après tout, cela ne l'a pas empêché — de grimper — au perchoir de la vice-présidence du Palais-Bourbon.

A propos de perchoir, pourquoi ne pas évoquer, en demi-teinte, la fameuse aventure — des pigeons — qui fit rire toute la France. Vraiment les ministres de la IV^e République n'étaient pas des aigles. Ils étaient encore dans le sillage du Maréchal Pétain, qui, si on en croit de Monzie, dans son livre de souvenirs intitulé « Ci-devant », au Conseil des ministres du 20 mai 1940, disait textuellement (alors que l'armée française se débandait sous la poussée des stukas et des chars de la Wehrmacht, je cite : « On devrait se servir des pigeons voyageurs... il est regrettable qu'on ait abandonné l'usage des pigeons voyageurs ». Pigeons aux petits pois de Duclos, considérés par la DST comme les émissaires du Grand Soir ; pigeons anachroniques de Pétain, considérés comme sauveurs possibles de la France, à terre, de 1940, que de pigeons mais c'est toujours le bon peuple qui est pigeonné (soumis à la méditation des jeunes).

Tout cela dit, il me semble que dans le domaine des personnages qui ont joué ou paru jouer un rôle historique l'irrévérence doit être une vertu cardinale surtout aux yeux de la jeunesse, la démystification s'imposant toujours. La brosse à reluire étant d'un usage domestique, laissons la à la valetaille de presse et de crachoir.

Voilà donc un portrait de Duclos qui jure un peu avec l'icône présentée aux lecteurs de « l'Humanité ». On en a fait un demi-Dieu, quasi infaillible. Les photos de ses funérailles, au Père-Lachaise, nous montrent des

(1) C'était lors des élections de 1925, dans le 2^e Secteur de Paris, où Duclos fut élu, avec l'avocat Fournier, on ne dédaigna pas les combines des cartes d'électeur de pur style Antillais.

ENTRE NOUS

visages bouleversés par la douleur. Certes, tous ces braves gens étaient profondément sincères, je ne parle pas des officiels (ambassadeurs en mission commandée, apparat et chiqué, plus ou moins cabotins dans leur numéro de pleurs face à la foule).

Dans la France de Guy Lux, du Tiercé bi-hebdomadaire, du milliardaire communiste Doumeng, des mages et des diseuses de bonne aventure (qui soutirent au popolo des milliards, rien qu'en lui vendant des talismans et des bobards) il est infiniment triste de voir se réaliser les prévisions de l'auteur du « Viol des foules », S. Thakotine.

Par un déluge de propagande l'on arrive à assimiler le public au fameux chien de Pavlov qui sécrétait de la salive au coup de sonnette, sans que le sucre apparaisse devant lui, par réflexe conditionné. Le déluge des biographies fallacieuses fait sortir le mouchoir pour essuyer les larmes. Ah ! comme si dans le vers de l'Internationale « La Raison tonne en son cratère ! » peu à peu le sens historique exact des gens et des événements devait enfin venir. Ça tarde beaucoup trop.

On en est toujours à Pavlov.

Au chiqué !

Albert LEMIRE.

D'OU VIENT L'ARGENT ?

MOIS DE MAI 1975

RECETTES

Abonnements ordinaires	2.056,90
Abonnements de soutien	695,—
	<hr/>
	2.751,90
Souscription	340,—
Vente au N°	50,—
Participation Repas	225,—
	<hr/>
Total des Recettes	3.366,90
En caisse au 1-5-75	10.345,46
	<hr/>
	13.712,36

DEPENSES

Acompte Imprimerie sur 1 ^{er} trim. 75	5.000,—
Abonnement à revue « Parole »	80,—
Téléphone	129,50
	<hr/>
Total des Dépenses	5.209,50
Solde 31-5-75	8.502,86
	<hr/>
	13.712,36

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Langue (27), 75 ; Thevenon (42), 100 ; Pavie Cassoly (95), 100 ; Mme Fleuret (43), 60 ; Métivier (79), 60 ; Ruh (75), 100 ; Duprat (78), 100 ; Mme Dellu (40), 100. — Total : 695.

SOUSCRIPTION

Padros (69), 40 ; Guigui (Suisse), 30 ; Faucier (60), 50 ; Hagnauer (92), 40 ; Ruffin (75), 10 ; Pavie Cassoly (95), 50 ; Ruh (75), 50 ; Legrain (93), 10 ; Gaillard (94), 35 ; Wemachter (Luxembourg), 25. — Total : 340.

Nota. — Le tableau du précédent numéro comportait une erreur ; il répétait deux fois le même solde au 1^{er} avril comme au 30 avril ; c'est le nombre ci-dessus : 10.345,46 qui était le solde au 30 avril, donc l'encaisse au 1^{er} mai, le premier trimestre n'étant pas totalement acquitté.

Ce numéro paraît assez tard pour juin et assez tôt pour juillet. C'est qu'il est un numéro juin-juillet. Le prochain qui paraîtra au début de septembre sera un numéro août-septembre. Ensuite nous reprendrons notre parution mensuelle, du moins nous l'espérons. Il n'en reste pas moins que nous donnerons à nos lecteurs dix numéros dans l'année, au lieu de onze comme c'était l'habitude.

Nos camarades doivent bien comprendre, parce qu'ils sont autant que nous au fait de la situation, que nous sommes contraints à cette restriction. Nos recettes s'accroissent peu ; nos dépenses s'accroissent anormalement. Vivre, économiquement vivre, c'est adapter les unes aux autres. C'est ce que nous faisons tant bien que mal. La compréhension des camarades lecteurs se traduira, nous le souhaitons, par plus de régularité dans leur mise à jour et par une générosité encore plus grande dans leurs souscriptions de soutien.

Cela étant dit, et ce n'est qu'une répétition que l'on retrouve dans tous nos « entre nous », ce n'est certes pas la matière qui nous manque pour remplir nos pages. Nos rédacteurs habituels et occasionnels sont présents au rendez-vous. Ils ne nous laissent pas à court de copie. Vous avez sans doute remarqué que, dans nos derniers numéros, nos vingt pages étaient bourrées, alors que nous comptions nous suffire de seize pages pour affronter des factures redoutables.

Ce mois de mai n'aura pas failli à la tradition. La lutte de classe y aura été particulièrement aiguë, sur le fond d'une crise mondiale persistante. La violence s'en est mêlée. Et sous sa forme la moins avouable, la plus intolérable. Si l'on veut bien chercher d'où elle vient, à qui elle compte profiter, il n'est pas difficile de présumer son origine. Ce n'est pas la première fois que ces méthodes sont employées contre le mouvement ouvrier pour essayer de le dénaturer dans l'esprit des braves gens, pour créer une confusion propice aux mauvais coups de ceux qu'on doit continuer d'appeler « les fascistes », en réunissant sous ce vocable tous les adversaires de la liberté.

Tous ces événements, toutes ces batailles sociales en France et dans le monde donnent de la matière à nos amis rédacteurs, comme l'atteste encore le contenu de ce numéro. Il arrive que leurs points de vue ne coïncident pas, qu'ils s'opposent même quelquefois. Tout cela pousse sur le même terreau vivant. Dogmatistes de tout acabit, laissez ici toute espérance.

La nouvelle présentation de la « R.P. », que nous avons adoptée dans l'espoir qu'elle soit plus économique (mais les augmentations de prix nous ont battus de vitesse), a donné en général satisfaction à nos amis lecteurs. Quelques-uns ont regretté la disparition de la rubrique « les faits du mois ». Elle était en effet précieuse aux collectionneurs et elle donnait en quelque sorte le fond historique qui expliquait et justifiait le contenu de chaque numéro. Nous avons l'intention de reprendre bientôt ces éphémérides en regrettant, nous aussi, leur interruption.

LA REVOLUTION PROLETARIENNE

21, rue Jean-Robert, 75018 PARIS

Tél. : 607.02.06

Abonnements : 6 mois, 25 F — 1 an, 50 F.

Autres pays : 6 mois, 30 F — 1 an, 60 F

C.C.P. 734.99 Paris